

ALTERNATIVE
libertaire


AL 221 - OCTOBRE 1999

**Défaites
vos idées
toutes faites
sur l'anarchisme**

 Construire la Fédération anarchiste
en Belgique francophone

 Ecolo dans le piège gouvernemental
Claude Semal

 PÉTITION

Une politique d'asile plus "humaine"

Mateo Alaluf

 ÉDITO

Rappelez-vous Sémira Adamu

Alternative Libertaire

 ACTION

En mémoire de Sémira Adamu
Collectif Contre les Expulsions

 MANIFESTATION

Le 9 octobre devant le Centre fermé de Vottem

 ÉDITIONS

Les Égorgeurs de Benoist Rey

Los Solidarios

 MOUVEMENT BLANC

Gauche où en es-tu ?

Gianni Bartolomeo

 DANS LE TEXTE

Les aberrations de la raison judiciaire

Anne-Marie Roviello

 CHRONIQUE

Le fond de l'air effraie

Gun

■ CHRONIQUE

Beaux cals pour "cornichons"

Gablou

■ TRAVAIL

Le froid tue et le chaud meurt

CASH

■ TRAVAIL

Jospin promet le plein emploi

Collectif pour un revenu garanti optimal

■ TIMOR EST

"Politique des droits de l'homme"

Jean Bricmont

■ CANNABIS

Pour en finir avec la prohibition du cannabis !

CIRC



Construire
la Fédération Anarchiste
en Belgique francophone

Si on le compare à d'autres régions où la *Fédération anarchiste francophone* est implantée (en France notamment), le mouvement libertaire en Belgique francophone est plutôt en bonne santé.

Sur une zone géographique qui compte 4,5 millions d'habitants, cohabitent ainsi...

- Des groupes spécifiques adhérents à la FA comme *Le Noir Lombric* à Péruwelz, le groupe *Alternative Libertaire* à Bruxelles...
- Des groupes autonomes comme *Le Réseau Anarchiste Tournaisien*, le *Centre Libertaire* de Bruxelles, les *Chats noirs* de l'ULB...
- La *Coordination Autonome des Travailleurs*, anarcho-syndicaliste...
- Plusieurs dizaines de libertaires actifs dans des collectifs du mouvement social...
- Le journal *Alternative Libertaire* qui diffuse débats, réflexions et informations dans l'ensemble du mouvement (y compris au delà des frontières).

Au vu de cette réalité, on peut s'étonner que cette densité libertaire ne soit pas en mesure de peser davantage sur les réalités sociales et politiques locales et nationales.

À cela, deux raisons fondamentales, **la division et l'éparpillement**.

Historiquement, le mouvement en Belgique francophone est marqué par l'individualisme romantique et son corollaire, le rejet de toute organisation. Ceci étant fortement accentué par un important sentiment localiste qui empêche de voir plus loin que le clocher de "sa" ville, de "sa" zone, de "son" groupe.

Or, ces dernières années, il semble que la situation ait sensiblement évolué sous la pression des faits, puisque dans les cercles des libertaires les plus conséquents, la question est moins aujourd'hui de savoir s'il faut ou non s'organiser que de se demander **comment faire pour s'organiser**.

Cette évolution est sans conteste la conséquence des diverses expériences menées afin de tendre vers une forme d'organisation (fût-elle "molle") indispensable au développement du mouvement. Car, s'il est relativement facile aujourd'hui de rassembler quelques dizaines, voire quelques centaines de personnes à l'occasion de manifestations ponctuelles (Barbecue Camp' Anar, Fête du 1er Mai...) chacun se rend compte qu'à l'image d'une main remplie de sable, dès que les doigts s'entrouvrent, les forces ainsi rassemblées disparaissent dans la nature comme le sable sur la plage.

De tour de table en tour de table, de première rencontre en première rencontre, le mouvement libertaire en Belgique francophone se rejoue ainsi indéfiniment l'amorce d'un feuilleton dont il ne parvient pas à écrire les épisodes suivants.

Question centrale donc, **comment faire pour accumuler des forces qui puissent porter notre projet plus loin ?** En un mot comment faire pour organiser les plus actifs des libertaires et construire autour d'eux une ossature qui permette structurer le mouvement pour lui permettre d'avancer.

À cette question nous avons décidé aujourd'hui de répondre par la mise sur pied d'une *Union locale - Belgique francophone de la Fédération anarchiste francophone*.

D'emblée, celle-ci se situera sur une base régionale, c'est dire que son ambition n'est pas de réunir tels et tels sur un localité particulière, mais qu'elle se veut un espace d'échanges, de coordinations et de réflexions pour l'ensemble de la région. Son but n'est donc pas de rentrer en concurrence avec les structures libertaires existantes au niveau local, mais plutôt de se donner l'ambition de rassembler celles et ceux qui désirent élargir leurs horizons pour peser sur les réalités nationales. En cela, l'*Union locale* investit un espace qui, à l'heure actuelle, n'est occupé par personne.

Si il ne s'agit évidemment pas de créer un "parti" anarchiste (voir les *Principes de base de la Fédération anarchiste* disponibles sur simple demande) nous serons cependant attentifs aux côtés formels qui

fondent une organisation libertaire (cotisations, présences, participations aux activités et aux œuvres fédérales, aux congrès...). Le flou et le bordel régnant parfois dans certains milieux "libertaires" nous oblige à ce détour formaliste et à la réaffirmation de ce qu'est un véritable pacte associatif entre libres égaux.

**Union locale Belgique francophone
de la Fédération Anarchiste**

Infos : 069/77.34.07 - 02/647.98.01



CLAUDE SEMAL

**ÉCOLO
dans le piège
gouvernemental**

Vous le savez peut-être : j'ai participé aux dernières, élections comme candidat "d'ouverture" et de soutien sur la liste ÉCOLO du Sénat (1). J'ai expliqué le sens de cet engagement dans un texte public et je ne regrette pas ce choix (2). Il correspond à l'idée que je me fais, et de la

citoyenneté, et de la recomposition du camp progressiste. Je me suis donc pleinement réjoui du succès électoral des Verts. Je ne partage pas le même enthousiasme, c'est le moins que l'on puisse dire, pour leurs choix post-électorales.

Dans l'euphorie de la victoire du 13 juin, après un débat très ouvert et très partagé, l'Assemblée générale d'ÉCOLO décidait en effet, par 400 voix contre 300, "d'aller au gouvernement" à tous les niveaux de pouvoir avec les socialistes et les libéraux (3).

Paradoxalement, si l'on avait pu entendre à la tribune de très nombreux arguments contre la participation, l'argumentaire des "participationnistes" pouvait se résumer en une seule phrase : "Il y a là une chance historique à saisir. Les électeurs ne comprendraient pas que nous refusions de prendre nos responsabilités". Mais c'est quoi, "prendre ses responsabilités", pour un parti progressiste qui a placé l'éthique au centre de sa démarche ?

C'est très curieux. Pour ma part, j'avais croisé des gens de quarante ans qui votaient pour la première fois. "Pour que ça change". Des militants associatifs écoeurés par les Centres Fermés. Des électeurs de gauche qui votaient ÉCOLO pour protester contre le rapprochement entre le PS et le PRL (avec un gouvernement PS-PRL-ÉCOLO, ils ont dû se sentir cocus pendant le voyage de noces). Je n'avais vu personne brûler d'impatience de voir Isabelle Durant régler la circulation pendant les éclipses solaires, Jean-Marc Nollet inaugurer les écoles primaires ou Olivier Deleuze boire des coups avec Verhofstadt. Nous n'avons pas dû parler aux mêmes électeurs.

J'admets volontiers que ma méfiance naturelle vis-à-vis du pouvoir ne fait pas de moi un commentateur très impartial (si tout le monde était comme moi, ÉCOLO serait sans doute dans l'opposition pour 10.000 ans). Mais je sais aussi, car les exemples historiques abondent, que si on appelle un parti "protestataire" au pouvoir, c'est toujours pour lui limer les ongles et lui fermer la gueule (4).

Il importe donc d'être particulièrement attentif aux conditions dans lesquelles ce pouvoir s'exercera. Or si l'on considère un à un tous ces critères, ils sont tous défavorables aux Verts.

Les partenaires

Je connais des libéraux charmants, et la nomination de Verwilghen à la Justice est une des bonnes nouvelles de ce gouvernement. Mais il ne me viendrait pas à l'esprit de former un gouvernement avec des partis qui, sur les questions essentielles, font des choix politiques diamétralement opposés. Sauf à considérer que la politique, c'est vraiment raconter n'importe quoi aux gens pendant les campagnes électorales, et faire exactement le contraire dès qu'on arrive au pouvoir. On voit déjà la difficulté de concilier en France, dans un gouvernement progressiste, une Voynet, un Hue et un Jospin. Ajoutez-y un Madelin flamand, un Pasqua wallon et un indépendantiste corse : vous aurez le gouvernement belge. Bonjour la clarté ! Ce "meltingpot" idéologique alimentera nécessairement des remarques désabusées du genre : "Tous les mêmes, même les verts ". C'est ainsi qu'on nourrit la dépolitisation. Quand on n'ouvre pas un boulevard à l'extrême droite.

Le rapport de forces

Arithmétiquement parlant, ÉCOLO n'est nécessaire ni à la Région Wallonne ni à la Communauté Française. Le PS et le PRL pourraient s'en passer. Par contre, AGALEV est indispensable à la Région Flamande. Seul le pacte politique fédéral ÉCOLO-AGALEV ("On va au gouvernement à deux ou pas du tout") "garantit" donc la présence d'ÉCOLO du côté francophone. Cet accord résisterait-il à une crise gouvernementale majeure ? C'est le pari que font les "participationnistes". C'est même leur seul véritable atout : bétonner l'accord fédéral avec AGALEV en spéculant sur la volonté de Verhofstadt de maintenir à tout prix le CVP dans l'opposition. Pas impossible. Mais très risqué quand on n'a que cette carte dans son jeu. De toutes façons, la première question à poser devrait être : aller au pouvoir pour faire quoi ?

Le programme

Or tout le monde est d'accord : la couleur bleue domine largement le programme gouvernemental. Avec une pointe de rouge pour les socialistes (on ne touche pas trop à la Sécu). Et des fleurs sur le balcon (pour fêter les 18% d'ÉCOLO). On y cherche en vain, par contre, la présence des grands thèmes qui ont polarisé la campagne verte (droits des chômeurs, réduction du temps de travail, bruits des aéroports, réforme de la fiscalité, agriculture bio, centres fermés, droit d'asile, sans-papiers...). Même pas une petite mesure symbolique. Le désir d'aller au pouvoir semble visiblement l'avoir emporté sur la volonté de mettre en œuvre son propre programme. faites le test vous-même avec de la gouache : mélangez beaucoup de bleu, une louche de rouge et une pointe de vert. Vous pourrez poétiquement baptiser cette mixture "arc-en-ciel". Vous n'aurez jamais fabriqué que du caca d'oie.

Le budget

Quand bien même ce programme eût été plus convaincant, une politique sans budget est presque fou ours impuissante. À l'image de Magda Alvoet, épongeant la merde dioxinée de l'industrie agro-alimentaire avec son petit seau, complètement coincée entre la pompe à fric du Boerenbond et la pompe à directives de l'Europe, sans aucun moyens pour financer l'agriculture alternative. Or le budget fédéral (qui fait 80 milliards de cadeaux aux patrons mais ne dit pas un mot sur la fraude fiscale) est une véritable imposture. Il ne s'équilibre en effet qu'en annonçant 400 milliards de "ventes d'actifs" de l'État. Hallucinant : mis à part les 150 milliards de la vente de Belgacom, personne n'a été capable de me dire d'où tombaient ces 250 autres milliards. Verhofstadt les aurait sorti de sa manche au cours des négociations en brandissant furtivement une liste de biens publics. Damned ! "De nouvelles privatisations en vue ?" Un négociateur fédéral d'ÉCOLO m'a assuré du contraire. "Ventes de terrains, d'ambassades..." croit-on vaguement savoir. N'importe quoi. S'il y avait 250 milliards d'actifs inutilisés dans les caisses de l'État, depuis le temps, ça se saurait, non ? Sans parler, pour cette année, du coût de la dioxine (un minimum de 25 milliards) et du nouveau "trou" de 1,5 milliards élégamment laissé à la

Communauté Française par les précédents locataires (ce qui repose déjà la question de son financement).

Ou comment acheter un chat dans un sac et vendre l'argenterie pour payer le loyer. Ce budget structurellement réac semble donc ne tenir debout que grâce au Père Noël et à la Vierge de Banneux.

Le calendrier

Pour toutes ces raisons, voilà ÉCOLO et les Verts prisonniers du piège gouvernemental. Le calendrier, en outre, ne leur est pas du tout favorable. Dans un an, ce seront les élections communales. Un an, dans ce contexte, c'est très court pour conduire la moindre réforme. Mais c'est bien assez long pour se déconsidérer auprès de ses électeurs. La tentation sera donc forte, pour leurs partenaires gouvernementaux, de débarquer les Verts avant les communales après les avoir "mouillés" au gouvernement. ÉCOLO ne refera pas dix fois de suite le coup du "retenez-moi ou je reste" pakistanais de Deleuze. Ils sont condamnés à faire la politique de leurs adversaires - ou à se faire virer au premier clash.

Le grand écart

La direction d'ÉCOLO est bien sûr consciente du danger. Mais elle a fait le pari de la "double commande". Aux députés de se mobiliser aux côtés de la société civile pour faire entendre la voix du parti. Aux ministres de faire entendre la leur et d'assumer la solidarité gouvernementale. Bref, le beurre et l'argent du beurre. C'est théoriquement très joli. Mais je ne crois pas une minute à ce conte de fées. Je crains plutôt que les militants d'ÉCOLO apprennent rapidement à mettre la sourdine. À l'image de cet élu bruxellois qui, visitant le 127 bis après une tentative de suicide et une émeute générale, m'a brièvement fait pour seul commentaire : "J'ai trouvé le personnel compétent et bien formé". Ô, les amis, comme on apprend vite à parler la langue du Pouvoir ! C'est un bon exemple, tiens, les Centres Fermés. Un bon test de la schizophrénie "participationniste". Car si pour un écologiste, participer au gouvernement Verhofstadt est

probablement une connerie, cogérer un qui met des enfants dans des camps, c'est à coup sûr une infamie. Ce n'est même plus une ligne de démarcation entre la gauche et la droite. C'est une ligne de partage entre un être humain et un salaud. Quel progressiste pourrait-il avaler ça ? Pour fermer les centrales nucléaires, on verra peut-être le résultat au bout de 40 ans. Mais pour faire cesser la honte de ces familles de réfugiés en prison, c'est aujourd'hui qu'il faut fermer les Centres Fermés. Que fait ÉCOLO au pouvoir, s'il ne fait pas au moins ça ?

Claude Semal

(1) Comme on me pose souvent la question et que, la presse n'en a pas parlé, je signale une fois pour toutes ici que j'ai fait 12.000 voix de préférence.

(2) Ce texte est disponible au 135 rue Jourdan à 1060 Bruxelles.

(3) Le Fédération de Bruxelles refusait ensuite, au cours d'un second vote, de participer à l'exécutif de la capitale pour protester contre la place de "sous-ministre" qu'on offrait à Écolo - devenu pourtant le second parti à Bruxelles.

(4) Exemple-type : le "baiser qui tue" entre Mitterrand et le PCF. Seule exception : un mouvement social suffisamment fort pour soutenir "ses" ministres. On en est loin.

PÉTITION

**Une politique
d'asile
plus "humaine" ?**

Libérez Nancy Ntumba et tous les étrangers détenus illégalement dans les centres fermés et les prisons.

Chère amie, chers ami...

Vous n'êtes pas sans ignorer que la politique de la Belgique à l'égard des étrangers détenus illégalement n'a pas évolué dans un sens positif avec ce nouveau gouvernement. Au contraire, la situation se dégrade au point que l'*Office des Étrangers* continue à enfreindre la loi belge et les conventions internationales, et de ce fait viole gravement les droits de l'Homme, comme l'a récemment attesté le rapport de la *Fédération internationale des ligues des Droits de l'homme*.

Face à cela, nous ne pouvons rester indifférents. C'est pourquoi à partir du cas d'une demandeuse d'asile, **Nancy Ntumba**, nous voulons faire pression sur le gouvernement pour qu'il mette fin, de toute urgence, à ces situations de non-droit systématiques.

Nous vous demandons de signer cette pétition et de la renvoyer à Mateo Alaluf, 44 avenue Jeanne 44 à 1050 Bruxelles.

Une politique d'asile plus "humaine" ?

Depuis l'installation du nouveau gouvernement, la presse a révélé plusieurs dysfonctionnements de l'État de droit en ce qui concerne la détention et le rapatriement des déboutés du droit d'asile. Sous l'impulsion de l'*Association des Pilotes de Ligne*, dont les membres refusent de se rendre complices de la violence des gendarmes, un moratoire de fait sur les expulsions a été instauré, dans l'attente d'une solution qui satisfasse aux règles internationales en matière de sécurité aérienne.

Loin de considérer ce problème comme le révélateur d'un fonctionnement globalement inhumain, le ministre de l'intérieur s'oriente vers les "avions sécurisés", c'est-à-dire les charters sans

témoins. Mais le gel des expulsions a aussi pour effet le maintien en détention de tous les "résidents" des centres fermés, et cela bien souvent au-delà de la limite de cinq mois fixée par la loi.

Selon *Amnesty International*, plus de quarante personnes subissent cette situation arbitraire et illégale. Les journaux ont ainsi mis en exergue le cas exemplaire de Mlle **Nancy Ntumba**.

Arrivée en Belgique au début de février 1999, fuyant le régime de Laurent-Désiré Kabila, cette Congolaise de 23 ans a vu sa demande d'asile rejetée et est enfermée depuis le 13 février, d'abord au *127 bis* à Steenokkerzeel, ensuite au *Refuge* (sic) à Bruges. Le 6 juillet, la nouvelle loi entrant en application : la durée maximale de détention fixée auparavant à huit mois, est ramenée à cinq mois. Rappelons que les étrangers concernés ne sont pas des délinquants. **Nancy Ntumba** aurait donc dû être libérée le 14 juillet. La Chambre du Conseil de Bruges prononce sa libération le 30 juillet, mais l'*Office des Étrangers* fait appel de cette décision, que la Cour d'Appel de Gand confirme néanmoins le 12 août. Pour la deuxième fois, l'*Office des Étrangers* fait appel, mais dans cette situation il ne s'agit plus d'un appel suspensif. Pourtant, **Nancy Ntumba** reste enfermée. Elle porte donc plainte contre les ministres de l'intérieur et de la justice pour détention illégale et pour la non-application par le parquet d'une décision exécutoire, mais le tribunal des référés se déclare incompétent. Entre-temps, l'Office obtient de la Cour de Cassation qu'elle casse les jugements précédents. C'est dorénavant devant la cour européenne de Strasbourg que **Nancy Ntumba** se prépare à faire entendre ses droits.

Cette situation est inacceptable sur le plan humain et place notre État de droit dans une situation de plus en plus fréquente de violation du droit et de toutes les conventions internationales. La situation est grave car nous assistons à l'octroi d'un pouvoir démesuré donné à une administration, l'*Office des Étrangers*, qui agit sans contrôle démocratique et impose son interprétation de la loi.

En outre, les recommandations du *Comité pour la Prévention de la Torture et des Traitements Dégradants* (Conseil de l'Europe) et celles de la *Fédération Internationale des Droits de l'Homme*, portant

principalement sur les conditions de détention dans les centres fermés, n'ont été suivies d'aucun effet. Tout cela est indigne d'un État de droit auquel nous tenons.

Le cas de **Nancy Ntumba** est exemplaire, mais pas isolé. Les autres étrangers concernés n'ont pas tous, comme elle, l'énergie et les moyens nécessaires pour persévérer dans la défense de leurs droits. L'actualité récente des centres fermés est faite de tentatives de suicide ou d'évasion, dans un contexte d'arbitraire quotidien, de sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'à la violence physique, le tout étant inscrit noir sur blanc dans l'arrêté royal qui fait office de loi pour les centres fermés. Comme préalable au changement nécessaire de la politique belge en matière d'asile et d'immigration, les soussignés exigent la libération immédiate de toutes les personnes détenues depuis plus de cinq mois. Il ne s'agit même pas d'une réforme, mais de la simple application des dispositions légales. !

Mateo Alaluf
44 avenue Jeanne 44
1050 Bruxelles

ÉDITORIAL

Rappelez-vous Sémira Adamu

Le 22 septembre 98 Sémira Adamu, jeune Nigériane, mourrait étouffée lors de la sixième tentative d'expulsion musclée du territoire belge.

Tuée par des gendarmes qui obéissent aux ordres d'expulser à tout prix, fût-ce en appliquant la technique "du coussin" prévue par le règlement pour mettre au pas les récalcitrants.

Tuée par une administration, l'Office des Étrangers, qui décide froidement d'expulser du territoire un numéro de dossier anonyme, dont elle juge l'histoire pas assez crédible pour être même examinée dans le cadre de la procédure d'obtention du statut de réfugié politique.

Tuée par un ministre de l'intérieur (socialiste) dont la mission première est de faire régner "l'ordre public" et qui veut mettre au pas ces moins-que-rien qui se rebellent dans les centres fermés et refusent de monter dans des avions comme on mène des moutons à l'abattoir.

Tuée par des politiciens qui pensent ainsi donner des gages à des partis racistes d'extrême-droite qui manipulent des franges de plus en plus larges d'un électorat populaire déboussolé par la crise sociale.

Tuée par un gouvernement qui fait voter des lois qui organisent l'humiliation, l'enfermement, l'étouffement d'hommes, de femmes et d'enfants dont le seul crime est d'être des *damné(e)s de la terre* qui ne sont pas nés au bon endroit. *On ne peut pas accueillir toute la misère du monde...* il est des phrase qui tuent mieux que des balles.

Tuée par l'égoïsme d'une Europe qui pour protéger son confort relatif, expulse, jette dans la clandestinité ou les camps, celles et ceux qui ont eu le malheur de voir le jour hors des frontières de l'empire occidental.

Et, il n'y a pas qu'en Belgique... Dans toute l'Europe de Schengen, les expulsions tuent, les centres fermés se multiplient... Quand ils ne croupissent pas en cellule, les sans-papiers sont condamnés à l'illégalité.

L'émoi qui suivit la mort de Sémira ne dura que le temps de la banalisation de l'insupportable. Avec le nouveau gouvernement (écologico-socialo-libéral) sont venues de vagues promesses d'humanisation des procédures d'expulsions, le tout baigné dans la langue de bois des larmoyants appels aux valeurs des droits de l'homme.

Pourtant, rien n'a changé. La mort de Sémira a sonné comme un avertissement mais la politique actuelle à l'égard des demandeurs d'asile reste marquée du sceau de la parano sécuritaire et répressive.

Nouveau style arc-en-ciel, le gouvernement belge a affiné ses méthodes. Le coussin sera bientôt inutile : celles et ceux qui résistent jusqu'au bout seront bientôt rapatriés par paquets de vingt en avions "sécurisés", sans témoins. La barbarie tranquille et "humanitaire".

Des débats sont en cours avec d'autres États européens pour organiser des charters communs de déportés... Ce projet pourrait être officiellement annoncé lors du sommet européen des 14, 15 et 16 octobre en Finlande sur l'immigration, l'asile et la police.

Si les trois ministres belges de l'intérieur qui se sont succédé depuis la mort de Sémira ont répété qu'il n'était pas question de changer la loi, nous réaffirmons qu'il n'est pas question d'accepter une quelconque "humanisation" des procédures et des expulsions et nous continuons d'appeler nos lecteurs à la mobilisation internationale, à la résistance active, à la désobéissance civile face à la barbarie et à l'Europe forteresse.

Nous continuons d'exiger ! l'arrêt des expulsions ! la destruction des camps de rétention ! la libre circulation et la libre installation ! l'égalité des droits ! la suppression de la double peine ! la régularisation immédiate et collective de tous les sans papiers.

Alternative Libertaire

(d'après un texte du *Collectif contre les Expulsions*, contact sthiry@gate71.be).

Le 8 octobre pour Élie Farez

Dans la nuit du 13 au 14 août 1999, Élie Farez (jeune métis), Marc et Alexandre Vroomen ont été sauvagement agressés par des skinheads rue Saint-Gilles à Liège. Deux semaines plus tard, Élie Farez décédait dans le coma. Afin d'obtenir justice de ce crime raciste, ses

proches et le Front Anti-Fasciste appellent à un rassemblement le 8 octobre à 19h, Place St Lambert à Liège (infos 04/227.59.59).

COLLECTIF CONTRE LES EXPULSIONS

Agir contre les expulsions

Le mercredi 22 octobre 1999, une cinquantaine de sympathisants du Collectif Contre les Expulsions ont occupé l'annexe du Ministère de la Justice à la Porte de Hal. Ils revendiquaient l'arrêt des expulsions, la suppression des centres fermés, la régularisation immédiate et collective de tous les sans-papiers. Ils exigeaient l'arrêt de toutes les poursuites contre les militants du Collectif.

Un an déjà

Un an déjà que Sémira est morte étouffée par la main d'un gendarme, par la politique d'un Louis Tobback, la loi d'un Vande Lanotte, la complicité de tout un gouvernement, de la Sabena, par le silence de beaucoup, par notre manque de désobéissance à tous...

Un an et toujours la même politique d'immigration, les expulsions, les camps, la répression. À l'intérieur des centres, des personnes qui appellent, des résistances...

Un an et les assassins courent toujours. Personne pour assumer les responsabilités morales, pénales et politiques de l'assassinat. Tout le monde était prévenu du danger qui menaçait. L'expulsion avait été

minutieusement préparée en haut lieu, l'équipage et les gendarmes triés sur le volet. L'un d'entre eux avait précédemment frappé à plusieurs reprises un Marocain de 40 ans qui s'opposait pacifiquement à son expulsion. Est-ce par hasard qu'il avait été sélectionné, qu'ils étaient onze pour "accompagner" une seule femme ?

Ne parlons pas de bavure, la procédure a été appliquée : *Toutes les mesures répressives ont la prévention comme objectif. C'est uniquement possible en démontrant que l'immigration illégale ne paie pas.* La mise à mort de Sémira était-elle préventive elle aussi ?

Médias et politiques ont salué unanimement les qualités de l'homme Tobby après sa démission. Vieux réflexe corporatiste du microcosme des lâches. Personne ne pose la question de la responsabilité pénale, voilà Tobby qui se disculpe, accusant de trahison la gendarmerie, déplorant, avec Dehaene, le décès de Sémira, tout en soutenant *l'exécution correcte de la politique de l'immigration du gouvernement.*

Si les gendarmes ont été les acteurs du crime, ils n'étaient que le bras armé d'un ministre et d'un gouvernement qui leur avaient délivré un permis de tuer. Après avoir pleuré, s'être indigné, les politiques, médias et certaines associations ont changé le ton. L'Abbé Boon en tête, Van den Bossche et bien d'autres veulent réécrire l'histoire de Sémira, comme si le fait d'être utilisée, vendue, suffisait à la rendre seule coupable de ce qui lui est arrivé.

Qui sont ces gens qui, après avoir participé au meurtre de Sémira, l'insultent, ainsi que toutes les autres victimes des réseaux de prostitution ? On enferme, on exclut, on frappe, on tue à l'occasion ceux qui sont passés entre les barbelés des frontières de la Connerie avec un grand C. Les réseaux de prostitution, on y touche pas ; les patrons qui exploitent les clandestins, délocalisent sur place pour sauvegarder l'économie, on les laisse faire. Quoi de plus normal ? Envers du décor, ils s'inscrivent parfaitement dans la logique capitaliste qui s'appuie avant tout sur la marchandisation des corps, la flexibilité du travail et une précarité d'existence toujours plus grande.

Qui sont-ils pour promouvoir une politique d'immigration qui laisse des milliers de gens sans aucun droit, privés de liberté, traités comme des chiens par leurs employeurs, les administrations et forces de l'ordre ? N'y a-t-il pas de questions plus pertinentes que de savoir si Sémira a menti ou non ?

Sujets de nombreux débats, de premières pages, nos gueules rangées aux rétrospectives de l'année, *Robin-des-bois* photogéniques, n'aurions nous été que le feuilleton de l'été 98 que l'on repasse parfois pour s'assurer qu'il est bien terminé ? Certains nous accusent d'incitation à la violence, affirmant que la révolte provoque inmanquablement la violence des matons, des gendarmes... Expulsions et centres fermés visent à punir et casser les illégaux, à les maintenir dans l'insécurité permanente de ce système de domination.

Depuis quand la solidarité et l'amitié sont-elles interdites ? Comment pourrait-on rester de marbre ? C'est juste, ils ont même criminalisé la solidarité. Et puis, il est vrai que la gendarmerie n'a jamais trempé dans de sales histoires... ne parlons pas des nombreuses répressions que subissent les personnes et collectifs qui résistent. Une répression dans les règles de l'art, dans les coins, à l'abri des regards. Ce que certains appellent de la naïveté et d'autres de l'incitation à la violence, n'est-ce pas, en fait, le danger qui les menace, d'être confrontés avec ce qu'ils fabriquent ou appuient, des lois fascistes organisant des pratiques fascistes ?

Sémira n'aurait été qu'un personnage, merveilleux symbole de résistance d'une triste tragédie. On la remercierait pour sa prestation et son sacrifice en la nommant sixième personnalité de l'année. On la rangerait dixième figure martyre dans les livres d'Histoire, en oubliant ses chants de liberté auprès de toutes les personnes qui étaient dans son cas, et dont les corps et les voix se sont soulevés pour être cassés par la suite.

Ceci est un cri de colère ! Un *Stop, on étouffe !* Un *J'accuse* adressé aux nombreux médias qui, après avoir pleuré, se sont fait une fois de plus porte-parole d'un Pouvoir qui crée la peur par ses discours et légitime ses pratiques répressives sous couvert d'un pseudo-réalisme

économique. Malade d'une paranoïa pathologique aiguë dont la célèbre phrase *On ne peut accueillir toute la misère du monde* n'est que le premier symptôme. Des politiques qui utilisent et agitent l'immigration comme "danger", en faisant des amalgames aussi grossiers que l'enquête du ministre Verwhilgen sur "criminalité et immigration". A-t-on jamais osé réclamer une étude sur la relation entre hommes politiques et criminalité ? Ce discours est le reflet de tout un gouvernement, de tout un système, qui masque ses responsabilités face à la précarité qu'il instaure pour tout le monde et partout, et sur laquelle il repose, l'instituant comme seule norme acceptable.

La Belgique serait-elle pauvre ? Combien a-t-elle investi en armement ? Combien donne-t-elle aux entreprises privées organisant les marchés de la mort ? En tant que croque-mort, combien la Sabena est-elle payée ?

Nous accusons aussi certaines associations qui appuient les théories selon lesquelles il faut "humaniser" les expulsions et l'élaboration des critères de régularisation. En agissant ainsi, elles se font les complices des discours et des pratiques du Pouvoir, divisant du même coup celles et ceux qu'elles prétendent soutenir. Soumission et acceptation des expulsions, des camps et des schémas typiques opposant les minorités entre elles du style chômeurs contre travailleurs, sans-papiers contre chômeurs, bons contre mauvais sans-papiers sont pour nous inacceptables.

Ne le saviez-vous pas, Sémira, selon vos critères, était une mauvaise sans-papier ? Alors, séchez vos larmes, arrêtez vos galas ! Suffit-il qu'une vulgaire commission composée de gendarmes et d'amis du ministre, décrète l'humanisation des expulsions pour rassurer les consciences citoyennes ? Voyez le résultat : des tabassages à répétition (dont un provoqua une fausse couche), tentatives de suicide, grèves de la faim, émeutes, douze gendarmes pour trois sans-papiers dans les mini-chartres et le coussin remplacé par... un gant rembourré et des psy à volonté !

Peut-être le ton de ce discours peut-il sembler violent, insultant, pour certains, haineux. Oui, la violence est là, tous les jours à côté de nous, dans les témoignages de nos amis sans-papiers, vivant comme des bêtes

traquées, victimes de l'esclavagisme moderne qu'impose la clandestinité ; témoignages des pressions psychiques, physiques, que subissent ceux dont nous ne pouvons même pas voir le visage, enfermés derrière les barbelés de la honte, les expulsions qui continuent avec leur ritournelle de violence et d'impunité.

Oui, le calme fait place à la rage devant cette inertie, ces moments insupportables où l'on se sent isolé, tellement la machine que l'on a face à nous est puissante et possède de nombreuses tentacules.

Insultants, ces propos ne le sont pas. Ils veulent rompre un consensus à la belge, intenable face à cette situation et rendre hommage à tous ceux qui désobéissent. Merci à eux.

Heureux, le coup de cisaille qui aura ouvert les grillages de Steenokkerzeel le 21 juillet, libérant 22 personnes alors que la Belgique se fêtait elle-même. Pour la première fois, ce jour a pris un sens. Merci à Sémira qui a brisé le silence, qui a créé des liens, des amitiés, des solidarités, qui nous a donné la force, qui nous laisse ses chants de liberté.

Ceux-là même qui fabriquent des clandestins à la chaîne, pensent-ils vraiment, par la violence et l'hypocrisie, pouvoir maîtriser la créativité nomade de ceux qui espèrent et revendiquent circuler et s'installer librement et/ou de ceux qui l'expérimentent et qui passent à l'acte ?

N'attendons rien de ceux qui, avides de pouvoir, nous font payer chaque jour leur impuissance et qui, au sein de la coalition arc-en-ciel, troquent l'éventuelle régularisation d'une poignée de sans-papiers contre la continuation de la politique d'expulsions massives.

Parce que notre capacité à changer les choses passe d'abord par notre propre implication, il s'agit, aujourd'hui, de rompre avec la conception dominante envisageant l'immigration sous un angle globalisant, géopolitique réservée aux experts qui donnent corps à la menace de l'invasion. Celle-ci n'existe pas, au contraire de toutes les pratiques dénoncées plus haut.

Plutôt que de vouloir maîtriser l'impossible et se condamner à l'impuissance, ne vaut-il pas mieux s'interroger sur la réalité de notre société et envisager les milliers d'actes qui peuvent concrètement changer les choses, tous réunis dans une commune résistance à la soumission, au contrôle social, à la précarité ?

Arrêt immédiat des expulsions

Destruction des camps

Régularisation immédiate et collective de tous les
sans-papiers

Liberté de circulation et d'installation

Collectif

Contre les Expulsions

Manifestation

le 9 octobre

devant

le Centre fermé

de Vottem

départ à 15h de l'enclos des fusillés

Le centre fermé de Vottem est une prison qui ne dit pas son nom. Il fonctionne depuis le 10 mars 99. Des étrangers qui n'ont commis aucun délit y sont incarcérés parce qu'ils n'ont pas ou plus de papiers. Le régime de vie y est très répressif : fouilles régulières, courrier contrôlé, communications avec l'extérieur limitées, sanctions, cachots... Les détenus sont soumis à l'arbitraire sans aucune possibilité de déposer plainte auprès d'une instance indépendante.

Les centres fermés comme celui de Vottem servent d'antichambre aux expulsions. Celles-ci ont tué et tueront encore. Il y a un an, Semira Adamu était assassinée dans les conditions que l'on sait. D'autres ont failli subir le même sort. Au cours des derniers mois, les expulsions ont aussi tué en Allemagne et en Autriche. On sait maintenant, suite à de nombreux témoignages incontestés, que les bâillons, les menottes aux pieds et aux mains, les tabassages, les injections de calmants sont des procédés couramment utilisés en cas de résistance importante de l'étranger expulsé.

Le gouvernement veut expulser 15.000 sans-papiers par an. Ceux-ci mènent depuis plus d'un an une lutte difficile. Tous leurs témoignages ont montré la détresse dans laquelle vivent des êtres humains sans droits, soumis à la surexploitation, sans soins médicaux dignes de ce nom, vivant dans la peur constante d'être contrôlés, enfermés et rapatriés.

Que fait et que fera le nouveau gouvernement ? Le programme gouvernemental ne remet pas en question l'existence des centres fermés, ni même les aspects les plus répressifs de leur règlement. Pire encore, des détenus ne sont pas libérés au terme de la durée maximale d'incarcération prévue dans la loi (5 mois) sous prétexte qu'ils ont refusé leur rapatriement ! En matière d'expulsions, le nouveau ministre de l'intérieur déclare que la loi doit être respectée. Si un demandeur d'asile n'a pas obtenu le statut de réfugié, si un étranger est sans-papiers, ils doivent être expulsés. Le nouveau ministre a même opté pour des expulsions par *vols sécurisés*, c'est-à-dire par jets privés, sans témoins, sans contrôle, où les dérapages seront forcément pires que dans les avions de ligne ! En matière de régularisation des sans-papiers,

les déclarations vont dans le sens du maintien de la politique antérieure : elles ne seront accordées qu'au compte-goutte.

Depuis l'ouverture du centre de Vottem, des actions concrètes sont menées au quotidien : parrainages de détenus, solidarité concrète, présence devant le centre fermé deux fois par semaine, etc. Cette lutte doit continuer et s'amplifier. Mais il faut aussi mener une lutte plus globale pour imposer nos revendications aux décideurs politiques. C'est pourquoi nous vous appelons à manifester le 9 octobre 1999 pour les revendications suivantes...

Non aux centres fermés
Non aux expulsions
Régularisation générale et immédiate des sans-papiers

L'ÉVÉNEMENT ÉDITORIAL DE LA RENTRÉE 99

Les Égorgeurs de Benoist Rey

*à l'initiative du Groupe Los Solidarios
aux Éditions du Monde Libertaire*

En septembre 1959, quand l'appelé Benoist Rey débarque en Algérie, il a vingt et un an.

Parce qu'il est apprenti typographe et, qu'à l'atelier, ses camarades en parlaient... parce qu'il avait le cœur "à gauche" et avait participé à quelques manifs contre la guerre d'Algérie... parce que son meilleur pote lui avait conseillé de désertier... il n'était pas tout à fait sans savoir.

Mais aussi, il avait envie d'aller voir !

Aussi, après des classes "mouvementées" en Allemagne, on l'envoya "voir" dans un régiment d'infanterie semi-disciplinaire.

Et pendant une année, l'infirmier Benoist Rey eut l'occasion de voir !

Ce livre est le journal de bord de ce voyage au bout de l'enfer, du cauchemar, de l'horreur et de la honte.

Il nous décrit sans ambages le quotidien de meurtres, de viols, de pillages, d'incendies, de destructions, de tortures, de sadisme, d'imbécillité... d'une armée composée d'engagés et... d'appelés.

Il nous conte par le menu le "comment" des braves gens de ploucs ordinaires se transforment peu à peu en bouchers psychopathes.

Il nous raconte l'insupportable de l'armée française pendant la guerre d'Algérie.

Ce livre, publié une première fois aux Éditions de Minuit, fut saisi dès sa sortie, en avril 1961.

À l'heure où l'OTAN (et donc, l'armée française) essaye de nous faire le plan de la guerre propre et où un petit dictateur serbe dit et fait exactement ce que disaient et faisaient le gouvernement et l'armée française en Algérie, il nous a semblé opportun de rééditer ce livre "maudit".

Outre qu'il est d'une écriture extraordinaire de dépouillement et constitue une œuvre littéraire majeure, ce livre nous rappelle, en effet, que toutes les guerres ont toujours été, sont et seront toujours des abominations, et que toutes les armées et tous les soldats du monde ont toujours été, sont et seront toujours des *Égorgeurs*.

Que ce livre ait obtenu le grand prix *Ni dieu, ni maître* 1999, n'est donc que justice... libertaire.



Les Égorgeurs

éditions du Monde Libertaire

400 fb ou 60 Ff

disponible par correspondance

- pour la Belgique

aux éditions Alternative Libertaire

(BP 103, 1050 Ixelles 1)

- pour la France

à la librairie Publico

(145 rue Amelot, 75011 Paris).

BON DE COMMANDE

Veillez me faire parvenir exemplaires

du livre *Les Égorgeurs*

(Éd. du Monde Libertaire) 400 fb / 60 ff

à mes nom et adresse

.....
.....
.....

Je vous règle francs

par virement bancaire par chèque

Talon à renvoyer à Alternative Libertaire, BP 103,
1050 Ixelles 1, Bruxelles, roger.noel@skynet.be

ANALYSE
3 ANS APRÈS LA MARCHÉ BLANCHE

Gauche, où en es-tu ?

Ce 20 octobre 1999
marquera le troisième anniversaire
de la Marche Blanche organisée
par certains parents
d'enfants assassinés ou disparus.

Selon un rituel désormais connu, les intellectuels d'État, gardes du corps des pouvoirs institués et chantres de la "pensée uniciste" ne manqueront d'expliquer que des changements considérables sont intervenus depuis trois ans et que ce phénomène s'inscrit dans la volonté des différents pouvoirs de répondre aux interpellations citoyennes inscrites dans le sillage de la *Marche Blanche*.

Si l'on y regarde de plus près, nous devons reconnaître, qu'effectivement, tout n'est plus vraiment comme avant le 20 octobre 1996.

Tout d'abord, événement majeur, les vieux dinosaures socialistes et socio-chrétiens sont passés à la trappe du jour au lendemain lors des dernières élections. Cette évidence est plus marquée du côté néerlandophone du pays. L'exemple de Louis Tobback frappe les esprits tant le personnage brillait par son arrogance et ses discours de "café du commerce"; aujourd'hui, l'ex-homme fort du parti socialiste flamand est réduit au silence, il n'insultera plus la mémoire de Semira Adamu par sa simple apparition dans les médias. Jean-Luc Dehaene, après avoir élevé le mépris pour le peuple en style politique, a dû, lui aussi, faire ses valises et libérer le *16, rue de la Loi*. Ouf, on respire !

À l'inverse, Marc Verwilghen, le président de feu la commission d'enquête parlementaire sur les assassinats et les disparitions d'enfants, exerce aujourd'hui les fonctions de ministre de la Justice. Nul n'aurait parié un rouble sur l'avènement d'une telle éventualité avant le 13 juin dernier. Pourquoi ? Tout simplement parce que le travail de cette commission a été décrié pendant des mois par tous ceux qui comptent au sein des gens de robe - alias le monde judiciaire - et par les voix d'un certain nombre de journalistes chantant à l'unisson l'idée qu'il n'y a pas

d'organisations pédo-criminelles opérant dans nos paisibles contrées. Sous cet angle, le *Mouvement Blanc* aura marqué un point, fragile certes, mais donnant un peu de poil à gratter aux docteurs de la loi qui réglementent notre vie judiciaire. Précision importante : un certain nombre de "militants blancs" accordent un soutien limité au ministre libéral de la Justice car il est hors de question pour eux de soutenir la politique ultra sécuritaire inscrite au programme du VLD. Ils appuieront l'ex-président de la commission parlementaire non seulement pour qu'il mette en œuvre les promesses qu'il a formulées avant les élections - il s'agit plus précisément de demander la réouverture de la commission d'enquête parlementaire -, mais aussi pour stimuler la recherche de la vérité dans les dossiers touchant aux assassinats et aux disparitions d'enfants.

Autre petite perle de changement, Josy Dubié, journaliste incarnant une certaine gauche libertaire et soutenant le combat des parents Russo, préside désormais la commission justice au Sénat.

Enfin, les victimes peuvent obtenir l'accès à leur dossier sur base de la mise en application du *Projet Franchimont* (version light), le juge d'instruction devant motiver tout refus d'accès au dossier - ce fut le cas lorsque le juge Langlois refusa l'accès au dossier aux parents Russo au printemps dernier ; c'est ainsi qu'ils se trouvent dans l'impossibilité de consulter le rapport rendu par l'expert français Durigon à la demande de l'avocat de Dutroux (1).

Le Conseil Supérieur de la magistrature, nouveau-né issu d'un accouchement avec douleur, devrait également aérer quelque peu les couloirs des palais de justice. Encore faut-il souligner que sa composition ne sera en rien révolutionnaire puisque la moitié des ses effectifs est élue par la magistrature elle-même alors que l'autre moitié sera extraite de ladite "société civile" - entendez des professeurs universitaires relativement politisés, des personnalités proposées par les partis politiques, etc.. Manqueront au tableau : les victimes, les parents de victimes et notamment les parents Russo, devenus de véritables personnalités issues justement de la... "société civile". Dont acte.

Que voulez-vous de plus ?

Les "commentateurs autorisés" de la vie publique belge souligneront que le mouvement citoyen a bouleversé fondamentalement les mentalités et qu'il est donc temps que tout ce beau monde (Comités Blancs, intellectuels subversifs, chercheurs de vérité, journalistes fouille-merde) retourne à ses occupations quotidiennes. Ne nous chante-t-on pas à tue-tête qu'il faut s'adapter aux lois universelles du marché et que notre première préoccupation doit porter sur la volonté de gagner de nouvelles parts de ce "saint" marché au détriment d'autres peuplades participant comme nous au même jeu de société - disons plus justement au même jeu de massacre ?

Ici commence le vrai débat

Ce que demandent les parents des enfants assassinés et les citoyens qui les soutiennent, c'est que tout soit mis en uvre pour rechercher la vérité sur l'enlèvement de Julie et Melissa (qui les a enlevées au juste ?, comment?, à quelles fins ?, où les petites filles ont-elles été emmenées durant leur captivité?).

Dans les milieux politiques, à droite comme à gauche, ces questions simples indisposent et frottent à rebrousse-poil les certitudes idéologiques cristallisées en vérités immuables et les discours standardisés modelés autour des problèmes économiques. La population demande la vérité dans les dossiers portant sur les activités polycriminelles de la mouvance Dutroux, Nihoul et consort, on lui répond que cela ne sert à rien de chercher dans ce sens car Dutroux est un "pervers isolé". L'affirmation est péremptoire et présentée comme un fait certain par quelques magistrats et journalistes.

Gauche, droite : front commun ?

À droite, les acteurs politiques sont traditionnellement hostiles à tout "déballage" par amour effréné de la stabilité et par respect de la maxime désormais célèbre *Il faut raison garder*. Ainsi, la raison d'État demeure la baguette magique agitée par les milieux conservateurs pour étouffer les scandales et masquer les collusions existant entre les représentants de ce même État et des intérêts privés multiples (lobbies financiers, criminalité organisée, trafics d'influence).

À gauche, le problème est plus complexe, comme toujours!

Les milieux libertaires craignent le renforcement de l'État qu'ils combattent depuis qu'ils existent. De ce point de vue, le *Mouvement Blanc* représente un danger majeur parce qu'il demande justice. Le pouvoir politique a répondu à la population par un projet de "police unique" d'abord, par sa version *Octopus* ensuite. Force est de constater que l'État tend à renforcer ses prérogatives chaque fois qu'il lui est loisible de le faire. Faut-il pour autant rejeter la responsabilité de ce phénomène sur l'élan citoyen qui a suivi la *Marche Blanche* ? La réponse est un non catégorique.

Le premier argument qui plaide pour le *Mouvement Blanc* est que tout mouvement social, quel qu'il soit, tend à favoriser la musculation du pouvoir policier.

À ce titre, certains libertaires devraient se rappeler que la gendarmerie a été gonflée en armes et en hommes après les grandes grèves de 1960. Les revendications syndicales extrêmement poussées des années septante ont provoqué un retour de manivelle néolibéral en provenance des milieux patronaux. Autre exemple plus récent, on a accusé le *Collectif contre les Expulsions* de rendre les expulsions d'étrangers plus difficiles et donc de contraindre la gendarmerie à employer la violence pour faire respecter son autorité. Dans ces cas de figure comme dans d'autres, faut-il se résigner à accepter toutes les injustices et toutes les gifles

administrées par les classes dirigeantes sous prétexte que tout combat engendrerait un renforcement des pouvoirs de l'État ?

Soulignons tout de même que Roger Noël, au travers de son journal *Alternative Libertaire*, a publié de nombreux articles écrits par des "militants blancs", de même qu'il a publié la lettre ouverte de Carine Russo adressée au juge Langlois. Plus récemment, le bien connu journal anarchiste francophone a décidé de soutenir le manifeste *Pour en finir avec l'intolérable* rédigé par le *Comité de Soutien aux parents de Julie et Melissa*. Son audacieuse prise de position montre à suffisance que le débat sur ces questions est ouvert et qu'il convient de le mener avec les libertaires comme avec les autres, sans dogmes ni tabous.

Dans les milieux marxistes, la réaction face au *Mouvement Blanc* reste mitigée voire hostile. D'aucuns nient le phénomène car ils ne savent comment le déchiffrer à partir de leur grille de lecture, ils répondent que le *Mouvement Blanc* est populaire et/ou fascistoïde - réaction logique de ceux qui se sont autoproclamés "avant-garde du peuple". Traduction: la révolution n'arrivera que lorsque les penseurs marxistes, seuls dépositaires de la pensée révolutionnaire, décideront que le "Grand Soir" est enfin arrivé. D'ici là, rongez-vous les ongles, fumez un bon pétard ou réservez-vous un verre de whisky!

D'autre part, le *Mouvement Blanc* ne véhicule pas de revendications propres à une classe sociale bien marquée comme cela a été le cas pour la classe ouvrière au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle. Cette réalité irrite la pensée marxiste qui perçoit toute collaboration entre classes sociales comme une entreprise néfaste pour le mouvement ouvrier. Que la lutte contre le capitalisme demeure l'objectif à atteindre pour rendre effective la justice sociale est une certitude à laquelle nous ne pouvons que souscrire. Mais de là à surfer sur les questions légitimes posées par les citoyens et les parents d'enfants victimes d'organisations pédocriminelles: la réponse est encore une fois un non catégorique!

Grand point positif, l'analyse courageuse du porte-parole du *Parti Ouvrier Socialiste* (POS), Alain Tondeur, qui, avec son organisation, a apporté son soutien au *Mouvement Blanc* dès les premières heures de sa gestation spontanée. Voici comment le leader trotskyste, dès janvier 1997, décrit la réaction populaire d'octobre 1996 : *À travers la colère contre la magistrature, c'est l'ensemble de la machinerie étatique qui est montrée du doigt comme bureaucratie froide, hautaine, opaque, au service des puissants. À travers l'émotion, c'est l'absurdité d'une société incapable d'assurer le bonheur des gens en dépit de ses moyens scientifiques et techniques sans précédent qui est dénoncée. Tout cela révèle une aspiration puissante - et, pour tout dire, révolutionnaire ! - à la démocratie, à la citoyenneté, au contrôle social et, bien sûr, à la justice donc à l'égalité sociale* (2).

Qui dit mieux ?

Affaire Dreyfus made in Belgium

Ces constatations nous amènent à esquisser une analogie, modeste et embryonnaire, entre *L'affaire Julie et Melissa* et *L'affaire Dreyfus* - l'exercice a déjà été réalisé, par ailleurs, par Marc Reisinger, responsable de l'asbl *Pour La Vérité*.

Dans les deux affaires, les milieux de gauche ont du mal à rejoindre le combat pour que la vérité éclate au grand jour. À l'occasion du centième anniversaire du *J'accuse* de Zola, Pierre Birnbaum (journal *Libération*, 15 janvier 1998) affirme que les partis de gauche ont tardé à se lancer dans la bataille : *Les vrais dreyfusards sont avant tout des intellectuels qui, eux, se sont engagés pour des raisons éthiques bien plus que politiques*. *"Oui, il faut le dire à leur honneur, les hommes de pensée se sont mis en avant d'abord, et les partis de gauche ont tardé à les rejoindre (Clemenceau). Oui, ces intellectuels se battaient pour la Vérité et la Justice, non pour un objectif politique*. Aujourd'hui, en Belgique, ce sont aussi des intellectuels - Anne-Marie Roviello, Jean-Yves Hayez et Arthur Haulot pour ne citer qu'eux- qui mènent bataille auprès des parents de Julie et Melissa.

Quoique les partis de gauche aient mis du temps avant de rejoindre les *Dreyfusards*, ils ont malgré tout surmonté leurs divergences pour créer une alliance solide, ce qui a permis au mouvement de soutien pro-Dreyfus de bénéficier d'un large soutien populaire sans lequel il n'aurait jamais gagné la bataille. C'est aussi sur base de cette orientation que le bloc des gauches a remporté les élections législatives de 1902 !

Autres temps, autres murs, dans la Belgique contemporaine, il n'est plus de forces de gauche capables de se transcender pour mener des combats portant sur des enjeux vitaux, hautement significatifs pour l'opinion publique et pour la justice, sans compromis possible.

Nos "petites gauches nationales" ont pour nom : frilosité, cocooning idéologique, sectarisme et conservatisme!

Je lance donc un appel à tous ceux qui se réclament de la gauche (militants et syndicalistes) pour rejoindre le combat pour la vérité à l'instar du "bloc des gauches" dans l'affaire Dreyfus.

Gianni Bartolomeo

(1) Rapport demandé par Julien Pierre, avocat de Dutroux. La démarche tend à instaurer le doute quant aux sévices subis par Julie et Melissa. Le doute provient du fait que l'expert français Durigon a effectué son expertise à partir de cassettes vidéos et non à partir des corps des fillettes comme cela a été le cas pour le collège d'experts belges en 1996. Or, le doute profite toujours à l'inculpé.

(2) Extrait de *La Crise Blanche*, Alain Tondeur, Éd. Luc Pire, 1997.

*LA CHRONIQUE
DE L'ACTUALITÉ CRAPULEUSE*

Le fond de l'air effraie

L'écriture journalistique
est devenue une forme littéraire
qui nous ferait presque regretter
d'avoir appris à lire.

Lèche-vitrine

Dans sa majeure partie, la presse se résume à n'être plus qu'une propagande rustaude en faveur du crétinisme, de la vulgarité et de la laideur.

Faut se représenter la devanture d'une librairie. Ou plutôt celle d'un kiosque à journaux. On peut y faire de fracassantes lectures: *Massacres en Algérie... Michel Sardou divorce... La station Mir bientôt désintégrée... Guerre civile en Colombie... Scènes d'amour torrides dans le dernier film de Kubrick... Un nouveau sélectionneur pour l'équipe nationale de foot... Scandale financier en Russie... Michel Sardou se remarie... Gagnez un voyage à la Martinique... Les pédophiles courent toujours... Maigrissez sans efforts... Alternative Libertaire, un mensuel différent... (non, là, j'invente).*

Tous ces titres, plus inouïs les uns que les autres, s'étalent ainsi à profusion, en caractères gras, formant une bouillie aussi confuse qu'écœurante, qui dégouline parmi les photos de stars, déployées en pagaille et en quadrichromie sur les couvertures des magazines.

Devant moi, deux (très) jeunes filles déambulent nonchalamment. Elles sont montées sur des grolles à talons hauts (au moins douze centimètres) et portent autour du cul une minijupe ultra courte, dont on aurait du mal à faire un serre-tête... Elles s'arrêtent et admirent.

Ouwah ! T'as vu le grain de peau qu'elle a? Mais comment elle fait ? s'émerveille la première, devant une image de greluce en bikini, exposée à la une d'une revue.

Meuh..., c'est un truquage, ça ! Les photos sont retouchées, lui explique sa copine, qui semble beaucoup mieux informée et nettement plus conscientisée... car elle sait, elle, combien il est chimérique de vouloir atteindre le niveau de grain de peau des stars.

Elles sont comme ça, les gerces, à cet âge-là. Un seul objectif : ressembler aux photos de Claudia Chouffleur. Et leurs petits mecs, c'est pareil : le louque Tom Crouze, sinon t'es ringue, t'es naque ! (traduque : *naque*, ou plutôt *n.a.c.*, signifie *nul à chier* ; éh ! les croulants, faut suivre l'évolution du vocabulaire, aussi).

Pour les ados, obéir à la mode et à la pub, c'est une manière de s'affirmer, de vivre pleinement, de se sentir libres ! Il en est ainsi depuis l'avènement des golden sixties, avec ses tissus Denim, son jus de pneu pétillant (à boire glacé, sinon on goûte que c'est pas bon) et son rock and roll (à écouter très fort, sans quoi on risque de s'apercevoir que ça sonne mal) ; ce fut également valable à l'époque du disco, des pattes d'èf et des cols de chemises en pelles à tartes ; ça l'est encore aujourd'hui, à l'heure de la techno, du percings, des tatoos et des indispensables bigophones portables qui poussent leurs petits cris perçants un peu partout.

La soumission à un certain type de consommation perdure invariablement, comme une idée fixe, par-delà les générations.

Il y a des jours où je me demande si je ne me suis pas trompé de planète !

Bébés, vos papiers !

La petite Belgique, c'est bien connu, est un pays d'avant-garde. En matière d'idiotie moderne et crapuleuse, sa réputation est mondiale ! Elle vient encore de se distinguer en ce domaine, en instaurant un passeport (obligatoire) pour... nourrisson.

Ainsi, les petits sujets du Royaume de Belgique, âgés de 0 à 6 ans, devront désormais présenter un document d'identité lors d'éventuels contrôles, notamment dans les aéroports. La photo devra forcément être renouvelée fréquemment (les mouflets, ça grandit vite et ça change rapidement de physiologie).

Cette nouvelle disposition aurait, paraît-il, été motivée par les affaires de pédophilie qui ont secoué le pays.

Elles ont bons dos, les "affaires" ! Après avoir fait les choux gras des marchands de papiers qui fournissent la grande presse, les "affaires" de pédophilie vont maintenant faire l'affaire des photo-matons, mais aussi des partisans de la coercition sociale, ainsi que celles des finances publiques, car non seulement ce passeport est obligatoire, mais il est aussi... payant ! Comme toutes les pièces officielles en Belgique, d'ailleurs.

Ce genre de pratique porte un nom : c'est de la *vente forcée*. Contraindre quelqu'un à acheter un produit dont il n'est pas demandeur, en principe, c'est illégal. Admirons donc cette prouesse marloupine de l'État qui réussit à obliger les gens à payer pour savoir comment ils s'appellent.

Il serait peut-être bon de rappeler, en passant, que la carte d'identité obligatoire fut instaurée en Belgique par le Kaiser Guillaume II durant la première guerre mondiale. Elle portait alors le doux nom de *Ausweis*, ce qui se traduit (selon le dictionnaire que j'ai sous la main) par "légitimation", ou encore... "expulsion" (si l'on y ajoute le suffixe *ung*).

Rappelons aussi que par la suite, sous l'occupation nazie des années quarante, la gendarmerie belge n'a pas eu beaucoup de mal à organiser administrativement les convois à destination d'Auschwichtz, Dachau ou Buchenwald. La population avait déjà pris l'habitude de se laisser fiché sans rouspéter.

Touchez pas au grisbi

Vendredi 27 août 99, le conseil d'administration du groupe Tractebel a ratifié l'offre publique d'échange de la société française Suez Lyonnaise des Eaux, permettant à celle-ci d'acquérir le solde des actions qui n'étaient pas encore en sa possession.

Dans le langage du "milieu", on appelle ça un casse (ou un braquage); dans le vocabulaire des financiers, on parle d'OPE (offre publique d'échange).

Décidément, tout fout l'camp ! Même l'argot des voyous a perdu sa gouaille. Albert Simonin doit se retourner dans sa tombe.

Que veux-tu, mon vieux Bébert, ta bande à Riton, s'est transformée en conseil d'administration et Max-le-Menteur en gestionnaire. Tout évolue : les vrais truands n'attaquent plus les banques... ils les dirigent !

Selon Georges Courtois, professionnel du hold-up, aujourd'hui devenu chroniqueur judiciaire, *Tu rentres, tu prends. Y a trois cents mille balles, c'est bien. Mais si y a pas, tu pars. Et tu deviens jamais riche. Mieux vaut braquer au stylo Mont-Blanc, comme Nanard (Tapie), qu'au calibre.*

J'en profite, en passant, pour signaler que les éditions de *L'Insomniaque* ont récemment publié un petit recueil dans lequel figurent des textes de Georges Courtois, en faveur de son pote Karim Khalki (*N d'écrou : 584K*, par Georges Courtois et les amis de Karim Khalki, avril 1999, Éditions *L'Insomniaque*, ISBN 2-908744-49X).

Le conseil du mois

Ceux qui ne prennent pas d'initiatives sont des perdants. C'est ce qu'a déclaré crânement Edouard Michelin, patron des fabriques de pneus qui portent son nom, pour justifier l'annonce de licenciements massifs, alors que l'entreprise affiche des bénéfiques records.

Travailleurs de chez Michelin, prenez-en de la graine, votre patron a raison, ne soyez pas *perdants*, osez des *initiatives*: emparez-vous des usines, foutez-les en l'air... et réinventez la vie !

Le rôle des syndicats

Les rapports du Ministère de l'Emploi et du Travail du royaume de Belgique ne se trouvent pas en kiosque. C'est dommage car ils sont révélateurs. Par exemple, on y apprend que, parmi les objectifs du Ministère de l'Emploi, figure notamment l'amélioration des relations collectives de travail par la permanence de la concertation entre les partenaires sociaux qui permet de prévenir, d'apaiser ou de régler les conflits sociaux" (texto).

Après ça, qui peut encore croire que les syndicats (délicatement rebaptisés "partenaires sociaux") ont pour but d'organiser la lutte sociale ? La chose est parfaitement officielle: les syndicats ont tout bonnement pour mission de régler les embrouilles, apaiser les colères et prévenir... les flics quand ça chie vraiment trop.

Espoirs et déboires d'un nègre blanc

Sur une pleine page du quotidien *Le Soir*, s'étalait, il y a peu, une publicité de l'Union Belge de Football pour le match Belgique-Maroc, représentant un diable rouge occupé à démailler un tapis volant sur lequel un Marocain, moustachu et frisé, se transit d'effroi. Cette caricature rappelait furieusement les tracts racistes des partis d'extrême droite, qui avaient déjà utilisé l'image du tapis volant pour symboliser l'expulsion des immigrés. De nombreuses personnes et associations ont vivement protesté contre cette exhibition de xénophobie et le responsable de la publicité a alors promis d'être, à l'avenir, plus vigilants envers ce genre de *dérive*.

Quelques jours plus tard, Mustafa Ouezekhti, conseiller régional bruxellois, fraîchement converti au libéralisme (il avait claqué la lourde d'Écolo peu avant les élections, tout en conservant cependant son mandat par-devers lui) s'est vu refusé l'accès à la tribune centrale du stade, réservée aux Belges, et fut prié de prendre un billet sur les gradins destinés... aux supporters marocains.

Bien fait pour sa gueule ! Ça lui apprendra à croutonner au PRL, un parti qui prône le bien-fondé des inégalités sociales (lesquelles frappent en majorité mais est-ce vraiment un hasard ? les populations issues de l'immigration), et dont la plupart des membres cautionnent les politiques racistes d'expulsion et d'enfermement des sans papiers!

Ouezekhti aura vraiment tout fait pour être (dés)intégré. Hélas pour lui, *l'idéologie du mérite* (si chère aux libéraux) a ses limites et en dépit de sa bonne volonté et de ses costards bien coupés, son physique est resté, malgré tout, un peu trop bronzé, ce qui, à son retour de vacances, a fini par le trahir.

Suite à sa mésaventure, l'élu PRL s'en est allé pleurnicher auprès des médias qui ont gentiment relaté l'incident, lui offrant de jolis interviews promotionnels en prime. L'affaire s'est finalement arrangée à l'amiable et Mustafa Ouezekhti a pu obtenir une place dans la tribune des Belges, lui évitant ainsi de devoir souffrir la promiscuité de ses ex-compatriotes.

Écolo au pouvoir

Le Secrétaire d'État à l'Énergie, l'Écolo Olivier Deleuze, souhaitait ne pas accorder à la firme *Alstom* de Charleroi la licence d'exportation de matériel informatique destiné à une centrale nucléaire au Pakistan. La majorité libérale du gouvernement ne l'entendait cependant pas ainsi.

Après quelques palabres, la licence sera finalement accordée, mais sous conditions, notamment que le Pakistan accepte de se soumettre à des contrôles approfondis afin que la centrale ne soit pas utilisée à des fins militaires. Le Pakistan a évidemment refusé ces mesures.

Quant à Olivier Deleuze, il a été prié de ne plus se mêler de cette affaire et s'est carrément vu signifier un retrait de compétence en matière d'octroi des licences de matériel nucléaire. Deleuze estime néanmoins que le gouvernement a pris *une bonne décision*.

Quel est le rôle des Écolos dans ce gouvernement? On est en droit de se poser la question.

C'est intéressant qu'ils en soient avait déclaré Louis Michel (JT RTBf 10/07/99). *Ils apportent une certaine insolence* avait-il osé ajouter. Le privilège de l'insolence est un rôle généralement attribué aux bouffons. Il ne reste donc plus à Olivier Deleuze qu'à se coiffer d'un chapeau à clochettes et à envoyer les cassettes de ses discours à TF1... Elles passeront peut-être à vidéo-gag.

Sophrologie

Petit à petit, la sophrologie fait son nid. Cette pseudo-science est de plus en plus utilisée par les entreprises pour la formation des cadres.

Officiellement, la sophrologie est une "technique mentale d'équilibre de l'esprit" ; en réalité, il s'agit tout simplement d'une méthode de dressage qui consiste à

inculquer au personnel des mécanismes comportementaux susceptibles d'augmenter son obéissance, son efficacité et sa rentabilité. Du véritable lavage de cerveau.

Fondée en 1992, l'Université Internationale de Sophrologie dite caycédienne (dont dépendent les sophrologues belges "agrés") doit son nom à Alfonso Caycedo. *Ce chirurgien neuropsychiatre débuta ses recherches en Espagne durant la guerre civile, véritable creuset au niveau de la pathologie lourde* peut-on lire dans une éloge de la science en question, publiée par le quotidien *Le Matin* (30/07/99, p.15), sans que cela ne provoque de la part de l'auteur de l'article la moindre remarque critique.

Or, ça ne fait aucun doute, la sophrologie, a des relents de néo-fascisme. Quand on sait que dans bon nombre d'entreprises, de même que dans certaines administrations (le Forem, par exemple), on use et abuse de ce genre de technique, ça donne froid dans le dos.

Sectofolie

Alors qu'en Europe, la tendance serait plutôt à la "sectophobie", aux USA, en revanche, les gourous, les prédicateurs, les évangélistes et autres marchands de placébos psychologiques y sont rois. La liberté des cultes y est sacrée. Elle est même considérée comme un important facteur de *liberté "démocratique"* (au sens amerloque du terme, bien entendu, c'est-à-dire qu'il s'agit ici, plus particulièrement, de la liberté absolue de faire du fric, au détriment de toute autre valeur).

Aux yeux du pouvoir étazunien, les sectes constituent, en effet, une solide garantie de paix sociale : tant que les populations choisiront de se réfugier dans les croyances mystiques ou religieuses, elle se tiendront à l'écart du champ politique et ficheront la paix aux autorités qui organisent la domination et la corruption.

Ces croyances étant généralement teintées de pacifisme béat et de résignation recueillie, les adeptes ne risquent pas de s'engager dans les luttes syndicales et encore moins de faire la révolution ; ils préféreront faire confiance au destin, à la bienveillance d'un bon Dieu quelconque, et à l'infinie sagesse des gourous.

L'exploitation, la misère et l'oppression continueront donc à se répandre, comme s'il s'agissait d'un ordre "naturel", sans que n'apparaisse la moindre menace de soulèvement contre les vrais responsables des calamités sociales. Les canailles conservent ainsi tout le loisir de respirer à l'aise de grandes bouffées de dollars, bien à l'abri des dangers de la révolte. Les injustices seront mises sur le compte de la fatalité, du karma et de toutes sortes de lois plus ou moins divines. Voilà qui est fort pratique.

Ainsi soit-il, puisque Dieu, Krishna, Bouddha, Allah, Ron Hubbard et leurs conseillers financiers l'ont voulu ainsi.

GABLOU

Beaux cals pour cornichons

L'oncle Hector avait deux passions dans la vie : ses camions, et sa femme.

Il faut dire que cette dernière était, elle aussi, un poids lourd ; et ceci expliquait peut-être cela. Quoiqu'il en soit, question prestance, tante Adèle se classait sans conteste dans la catégorie des mégalithes. Lui, par contre, appartenait à la tribu des "rase-mottes". Écrasé par l'envergure de son épouse, il paraissait plus minuscule encore. *Hector est d'une taille à ce point petite - affirmaient certains - que ses chaussettes empestent l'after-shave.* Mon oncle et ma tante, formaient donc un de ces couples anachroniques qui confortent les vieilles filles dans leur célibat. Pourtant, on ne les voyait jamais l'un sans l'autre. Ce qui faisait rêver ma mère. Romantique incorrigible, celle-ci discernait en ces inséparables quelque mythique duo de choc, tels Tristan et Yseult, Roméo et Juliette, Bill et Monica.

Habituellement, l'apparition de nos parents suscitait sourires esquissés, moqueries murmurées, poussées d'hilarité rapidement étouffées. Car beaucoup ne les aimaient guère, et cette aversion provenait de leur suffisance, de leur vanité. Mais ce jour-là, quand ils pénétrèrent dans la chambre mortuaire où gisait la dépouille de grand-père, personne ne se mit à rire. Indépendamment de l'élémentaire respect dû au défunt, nul n'aurait osé braver les usages. Même tonton Achille retint son habituel *Tiens, voilà Laurel et Hardy !* Plaisanterie, qui toujours réjouissait le jeune garçon que j'étais alors. Cette joie d'enfant, ingénument affichée, n'expliquait cependant pas la froideur de tante Adèle à mon

égard. Quant elle me tendit sa joue pour la bise traditionnelle, je rencontrais une fois de plus son regard glacial. L'incident fâcheux survenu quelques années auparavant, imprégnait encore sa mémoire. À l'époque, dans la candeur de mes huit ans, j'avais lancé devant la famille au grand complet : *Dis M'man ; c'est vrai que les chaussettes de Mononc' Hector sentent l'auteur-chèvre ???*

Cette seule phrase, énoncée à voix haute et claire, faisait de moi un fléau national. Parce que terrorisée par les convenances, la famille m'avait aussitôt promu au rang de calamité naturelle. Désormais je me voyais classé parmi les grandes catastrophes : raz-de-marée, éruption volcanique, tremblement de terre, Louis Michel. Heureusement pour moi, je profitais de l'immunité accordée aux enfants. Mais, de ce fait, le scandale éclaboussait mes géniteurs. Pour sûr que ma *mauvaise éducation* risquait d'alimenter plus d'un propos venimeux. C'est pourquoi ma mère s'était immédiatement trouvé un bouc émissaire en la personne de tonton Achille. Lequel possédait toutes les caractéristiques du parfait coupable. Non seulement cet original adorait flanquer des pavés dans la mare familiale, mais en plus - comble de l'abomination - il osait professer des opinions anarchistes. En outre, chacun connaissait la joyeuse complicité qui nous liait l'un à l'autre. La responsabilité de mon incartade lui fut donc attribuée, à la satisfaction générale.

Bien évidemment, ma mère n'appréciait pas les relations privilégiées que j'entretenais avec mon oncle. En conséquence, il convenait de nous séparer. Et, pour mon édification, elle pratiqua le discrédit systématique. *Achille mène une vie de bâton-de-chaise* lançait-elle souvent, tout en baissant pudiquement les yeux à l'évocation de pareille turpitude. Mais moi, vivre comme une chaise ne me paraissait pas très sulfureux. Alors, constatant mon scepticisme, elle se mit à dénigrer les anarchistes. D'après ce que je cru comprendre, ces dangereux individus attendaient l'occasion de poser l'une ou l'autre bombe, afin d'embêter les honnêtes gens. Mais, grâce au ciel, ils étaient surveillés à la fois par les gendarmes de l'abbé Hessaire et les agents de la sûreté des tas.

Ma mère argumentait de façon fort peu convaincante. Car, après toutes ses mises en garde, ils me faisaient rêver, moi, ces anarchistes ! Déjà,

je me représentais ceux-ci en aventuriers intrépides. Mon imagination, qui battait aisément la campagne, les transformait en maîtres-espions, maniant explosifs et gadgets mortels. Je les voyais aussi, déjouer habilement de sombres machinations. Et, entre deux périls, ils goûtaient la compagnie de quelque superbe créature. Au cœur de mes rêveries hollywoodiennes, ce dernier fantasme mettait en scène mon idéal féminin d'alors : l'incomparable Ursula Endresse (laquelle méritait bien son nom ; ainsi que devait me l'apprendre peu après, ma puberté naissante). Donc, les tentatives visant à faire de moi un ennemi des libertaires, se soldaient par un fiasco. Aussi, devant l'inanité de ses efforts, ma mère employa son arme ultime. Avec ce coup de Jarnac, elle croyait me persuader de manière décisive. Je l'entendis me dire, et d'une voix toute imprégnée d'horreur, ces tragiques paroles : *Les anarchistes, ils ont tué la gentille Sissi !*

Là, je me voyais secoué par l'importance de l'information. Car la Sissi en question, ne m'était que trop familière. Régulièrement en effet, je subissais de sirupeux navets consacrés à cette jouvencelle. L'antique cinéma du quartier semblait même spécialisé en la matière, tant il repassait avec en train ces vieux mélos soporifiques. C'est à pareilles séances que me traînait ma mère. Et pendant qu'elle versait une larme sur les amours contrariées de la maison d'Autriche, je faisais mon possible pour ne pas mourir d'ennui. Parce que, en ce temps là, un film dans lequel n'intervenait pas quelque cow-boy me semblait pur gâchis de pellicule. Mais, j'avais surtout peur de prendre goût à ces romances de carton-pâte. Moi qui aurait tant voulu être John Wayne, me sissider en me noyant dans la guimauve m'apparaissait comme perspective épouvantable. Or, ces niaiseries se débitaient sans relâche. Je finissais par croire que les Habsbourg, et leurs problèmes sentimentaux, bientôt constitueraient l'essentiel des productions du 7ème art. Et, redoutant ce monopole, je m'interrogeais avec angoisse : *Sissi viendrait-elle à bannir Rintintin des salles obscures ?* Dans ces conditions, la mort brutale de l'héroïne rose-bonbon - je le confesse - n'était pas une mauvaise nouvelle. Puisque nombre de scénarios reposaient sur sa biographie, la brièveté de celle-ci en limiterait les représentations à l'écran. Abattue en pleine course, Sissi-inspiratrice cessait d'être une fatalité. Je pensais donc que les anarchistes avaient accompli là un bel exploit. Car, ils restituaient ainsi un avenir au cinéma de mes vœux.

Quels types ces anars ! Et à cette admiration, s'ajoutait une infinie gratitude.

Laissons ici les chats anarchistes, et revenons à nos moutons. Ceux-ci, s'efforçaient d'afficher une mine de circonstance. Notre famille étalait son deuil, mais dissimulait mal sa béate satisfaction. C'était un grand honneur en effet, que de voir Monsieur le Notaire Lardoise, et sa dame, rendre un dernier hommage au grand-père. Une telle reconnaissance, par un notable en vue, propulsait le clan familial au niveau des "gens biens". Offrez donc une pendule à tous les miséreux de votre quartier, et beaucoup de ceux-ci se féliciteront de leur nouveau statut, se mettront à voter PRL. Or chez nous, ce jour-là, on voulait croire à semblable "promotion sociale". Dès l'arrivée du notaire, tante Adèle avait même organisé la mise à l'écart des indésirables. Ceux qui auraient pu rappeler nos origines prolétariennes ou tenir des propos par trop révolutionnaires, furent attirés dans la cuisine grâce à l'appât d'une bouteille de genièvre. Malheureusement, personne n'envisagea l'éloignement du cousin Franz. Certes, ce flamand de la vieille école ne pouvait passer pour un subversif. Catholique irréductible (on disait alors *calotin*), il correspondait bien au surnom que lui donnait tonton Achille : *Poil-de-calotte*. Mais voilà, notre cousin parlait à tort et à travers. Cela s'avérait d'autant plus gênant, qu'il estropiait allègrement la langue française. Le vrai massacre à la tronçonneuse ! Hélas, un sort funeste voulut qu'il prît la parole quand on s'y attendait le moins. Car lorsque Monsieur Lardoise, très digne devant le cercueil de grand-père, demanda quel mal terrible avait emporté notre aïeul, Franz répondit tout à trac : *une maladie du pneu !*

Il s'agissait d'un cancer du poumon. Et notre pneumologue amateur, sans complexes, aussitôt se lança dans des explications médicales tout à fait burlesques. L'écoute de pareils égarements, aurait conduit plus d'un éminent médecin à la dépression nerveuse. D'ailleurs, la mine défaite du notaire en disait long sur ce verbiage délirant. Même tante Adèle, en restait bouche bée. À vrai dire, tous étaient médusés ; comme se sachant condamnés à subir éternellement ces fadaises. Par bonheur, de grands rires sonores en provenance de la cuisine interrompirent notre cousin. Alors, profitant de cette diversion miséricordieuse,

Monsieur et Madame Lardoise bredouillèrent quelques vagues adieux, puis s'éclipsèrent en rasant les murs. Un long et pesant silence s'ensuivit. Il fallut d'autres accès d'hilarité, pour secouer une telle prostration collective. Décidément, on menait joyeuse vie, là-bas, dans cette cuisine ! Aussi, sur ce thème, l'assemblée clama son indignation. Selon ces jérémiades, un enterrement réussi débutait obligatoirement dans les pleurs. Or, si le défunt restait sagement confiné dans sa bière, son entourage, lui, s'immergeait volontiers dans l'alcool. Les convenances exigeaient cependant que le mort fût tout à fait froid, avant que l'ambiance ne commence à chauffer. Le courroux familial semblait se focaliser sur ce non-respect de la tradition. En réalité, il s'agissait là d'un discours de façade. Certes, la colère existait bel et bien, mais celle-ci répondait à la tournure catastrophique qu'avait prise la visite du notaire. La famille se sentait déconsidérée. Dès lors, elle jugeait les parias de la cuisine aux rires intempestifs, comme totalement responsables de sa "déchéance". Parce que criant le plus fort, tante Adèle se mit à la tête de tous ces grincheux, les entraînant vers le lieu du forfait.

Notre meneuse d'hommes déboula dans la cuisine avec l'œil mauvais, et le nichon agressif (son opulente poitrine, disait-on, eût coulé le Titanic plus sûrement que le fameux iceberg). Elle s'assit aussitôt en face de tonton Achille. Lequel sirotait paisiblement son genièvre. Il ne risquait rien pour l'instant, car une agitation bruyante faisait en sorte de retarder l'esclandre qui s'annonçait. Si la pièce était grande, elle manquait singulièrement de chaises, aussi fallait-il en quérir dans toute la maison. Mais quand chacun fut assuré d'un siège, quand le calme revint, tante Adèle partit à l'attaque.

Il semble que l'on s'amuse bien, ici !?! Ces mots se prononcèrent d'un ton à ce point détaché, qu'il aurait fait pâlir d'envie les actionnaires de la firme K2R, et rêver le spermatique Président des USA en personne. Le propos s'adressait visiblement à l'anarchiste de la famille. Pourtant, c'est le vieux Dieudonné - familièrement appelé *Doné* - qui répliqua.

Il leur faut ça, aux petites gens, un peu de plaisir de temps à autre...
Digne réponse d'un lutteur syndicaliste des années trente. Et, joignant

le geste à la parole, le fidèle camarade de grand-père vida son godet. Tonton Achille porta lui aussi son verre à la bouche, puis compléta avantageusement la phrase précédente.

Il n'y a pas que le travail, dans la vie ! Cette affirmation, d'une apparente banalité, frappait cependant un endroit sensible. Car pour ma tante, le travail représentait une vraie religion. Elle réagit alors, au quart de tour.

Il faut travailler dur si l'on veut "arriver" ! Et quand on emploie du personnel, il faut être le premier à l'ouvrage et le dernier parti ! Je travaille 14 heures par jour, moi ! D'ailleurs, ce sont les patrons qui travaillent le plus ! De nombreux murmures d'approbation accompagnèrent ce discours. Dès lors, notre édifiante personne dressa encore un peu plus son buste volumineux, maintenant comparable à deux obusiers qui menaceraient toute forme d'impertinence. Mais, tonton ne capitulerait pas devant celle qu'il appelait *Adèle-la-laiterie*. Cette fois, ses paroles allaient franchir le cap de l'escarmouche, et signifier la guerre ouverte.

C'est peut-être vrai, en effet, que les patrons travaillent davantage que leur personnel. Mais, soyons justes, reconnaissons que les ânes, eux, travaillent encore plus que les patrons ! Et ce furent le tollé général, les protestations véhémentes, la vertu outragée...

Chacun regardait à présent tonton Achille, comme s'il eût été une crotte de chien posée sur la belle nappe brodée par grand-mère. Certes, la famille n'appréciait guère tante Adèle. Néanmoins, celle-ci représentait le modèle même de la réussite sociale. Bien que partis de rien, elle et son mari Hector géraient en propriétaires une entreprise de transport aux multiples camions. Tous s'inclinaient donc devant pareil succès dans les affaires.

Quant à tonton, sa vie professionnelle agitée ne plaidait guère en sa faveur. Pour tous ces gens qui aspiraient à la respectabilité bourgeoise, il n'était qu'un "instable", un "incapable", un "raté".

Assurée de ce public partisan, tante Adèle se lança de nouveau, cherchant l'estocade.

- On peut rire des patrons, il n'empêche que ce sont eux qui font vivre la Belgique !

- Je ne crois pas au commerce "patriotique".

- Comment ? ! Mais, ce sont eux qui produisent la richesse et créent des emplois ! Et de ça, tous les autres en profitent !

- Je ne crois pas au commerce "philanthropique". Comme on le voit, tonton Achille ne croyait pas à grand-chose...

À vrai dire, ce grand sceptique venait d'énoncer là des pensées iconoclastes. Par ses réponses, il s'opposait à la sanctification du travail, il suggérait l'existence d'une motivation soigneusement occultée : l'appât du gain. En conséquence, mononc' Hector cru bon d'intervenir, accourant ainsi au secours de son épouse. Car c'était bien l'amour qui unissait ces deux êtres ; l'amour de l'argent. Et, cette avidité devait absolument se dissimuler sous de rigides principes.

- Quand on t'écoute, on se rend compte que tu n'aimes pas beaucoup le travail. Et si j'entendais un de mes chauffeurs parler comme tu viens de le faire, sur le champ je le flanque à la porte !

- Cela ne m'étonne pas. Il est facile en effet, de priver quelqu'un de son gagne-pain, de le soumettre, de l'humilier. Pour agir ainsi, il suffit simplement d'avoir la loi pour soi, tout le système derrière soi, la majorité de gens avec soi...

Une fois de plus, le discours de tonton suscita des réactions hostiles. De toute évidence, l'exaspération parvenait à son comble. Maintenant, ils montraient tous leur colère. Mais c'est mononc' Hector qui paraissait le plus agité. Brusquement, il bondit de son siège, ses bras tendus, les paumes offertes.

Voilà ! Voilà, des mains de vrai travailleur ! C'est avec ces mains là, que je suis arrivé là où je suis. Et si certains ne sont pas contents, eh bien,

ils n'ont qu'à faire la même chose que moi : travailler dur ! Pour appuyer ses dires, il exhibait à la cantonade de véritables battoirs déformés par les cals. Ces callosités aux mains alimentaient sa fierté, parce qu'elles fournissaient la preuve de son *mérite*. Toutefois, tonton allait encore saboter cette nouvelle tentative de justification.

Personne ne doit se vanter d'être le parfait larbin ! Qui choisit d'endurer les corvées, de se plier aux horaires, de subir des chefs ou des clients, ne peut pas se poser en modèle. Pourtant c'est ça que, fièrement, tu nous expliques ici : que tu es un esclave promu ! Aussitôt, une fureur torrentielle déferla sur la pièce. Et les invectives se mirent à pleuvoir. *Fainéant, bon à rien, traîne-savates,...* émergèrent ainsi du tumulte indistinct. Mais l'insulté semblait fermement résolu à ne pas se laisser faire. Il se mit donc lui aussi à crier.

Vous êtes enfermés dans vos préjugés comme les cornichons dans leur bocal ! Oui, c'est bien ce que vous êtes : des "cornichons" ! Alors, plusieurs firent mine de se lancer sur tonton Achille. Or celui-ci s'était déjà dressé, empoignait le dossier de sa chaise, soulevait cette dernière en la brandissant telle une massue. Manifestement, cet homme qui menait une vie de "bâton-de-chaise" désirait poursuivre la conversation, mais à "bâtons rompus". Et mononc' Hector avait toutes les chances de récolter quelques cals supplémentaires, sur le sommet du crâne. Conscients du danger, les assaillants se tenaient hors de portée tout en vociférant. Néanmoins, comme tous échangeaient des injures et se faisaient de plus en plus menaçants, on pouvait craindre le pire. Le défunt allait-il faire des émules ? Y-aurait-il des "cornichons" pour accompagner grand-père dans son dernier voyage ? Ce fut cousin Franz qui brisa ce suspens. Malgré le tintamarre ambiant, on l'entendit soudain hurler à pleins poumons : *Grand-père n'est plus dans sa caisse !*

Les dames poussèrent un cri d'effroi ; les hommes se figèrent, guettant la porte d'un œil inquiet. Peut-être s'attendaient-ils à voir surgir le mort. En tous cas, le calme était rétabli. Alors, notre cousin vint se planter au centre de la pièce. Puis il leva haut la main, pointant un index au-dessus de sa tête. De manière instinctive, tous les regards

suivirent la direction indiquée. À présent, chacun fixait le plafond en retenant son souffle.

Oui, grand-père n'est plus dans sa boîte. Maintenant, il est là... au ciel ! L'air triomphant du cousin Franz, servait à barrer la route aux incrédules. En réalité, son attitude correspondait à celle d'un instituteur qui s'adresserait à des enfants. C'est pourquoi il adopta rapidement une mine sévère, comme s'il voulait sermonner les cancre de la classe.

Là-bas, au ciel, grand-père voit tout le bazar. Il regarde sur sa famille la dispute ; il voit une fois sa famille se scinder !... Il s'interrompit net, interloqué. Parce que ces dernières paroles, venaient de déclencher le rire du vieux Doné. Certes, se servir du verbe *scinder* témoignait d'une certaine recherche dans l'expression. Encore fallait-il dire ce mot correctement. Mais, notre cousin l'avait prononcé *skindeï*. Voilà ce qui arrive quand on se fie aux dictionnaires. En attendant, l'ancien syndicaliste s'engouffrait dans une crise de fou-rire. Entre deux hoquets il essuyait les larmes de ses yeux ; puis il frappait la table, répétant *Skindeï ! Skindeï !*, et repartait de plus belle. Car, après tout ce genièvre éclusé, l'ami Doné était raide. Et, visiblement, cette hilarité dopée à l'alcool n'arrangeait pas notre cousin. Le rire en effet, neutralise le pouvoir du sacré, ne permet pas de pontifier. Franz s'en prit donc au vieil ami de grand-père, cherchant à lui faire honte de son intempérance. Il parvint ainsi à stopper la gaieté de l'ancêtre, mais ce dernier se dressa tout de go. Alors, bien que légèrement vacillant, Doné s'exprima d'une voix posée.

Oui m'fi, je suis saoul. Et toi, tu es calotin. Mais moi, demain, je ne serai plus saoul. Alors que toi, demain, tu seras encore calotin ! Entre ces deux-là, la suite devint à ce point orageuse qu'il fallut les séparer...

Ce fut quand même un bel enterrement. D'ailleurs, les gens du quartier en parlèrent à de nombreuses reprises. Jamais ils n'avaient vu tant de visages fermés, de mines sévères, de traits contractés derrière un corbillard. Pour ces spectateurs non-avertis, il semblait évident que notre famille s'efforçait de contenir son chagrin. Comment leur

expliquer, que pareils masques extériorisaient bien des ressentiments !
?

Aujourd'hui, récusées par la "vie moderne", les familles d'autrefois ont disparu. Et la domination exercée par le clan familial sur chacun de ses membres, n'existe pratiquement plus. Personne ne s'en plaindra. Mais, le problème vient de ce que les *tonton Achille* soient toujours aussi rares. Par contre, beaucoup de "cornichons" sortent maintenant des plus grandes écoles. Ils seront de ces diplômés qui s'échinent une vie durant, pour ravir des parts de marché à l'une ou l'autre marque concurrente. De parfaits *managers*, dont le seul but dans l'existence sera, par exemple, d'assurer le triomphe de la couche-culotte *Sans fuite* au détriment de son dangereux rival : le linge *Bien-au-sec*.

L'intellect se met donc au service de la marchandise. Ce qui implique un recul de la civilisation, un retour vers le stade antérieur de l'évolution. Car ainsi prédomine l'homme qui fabrique et produit (Homo Faber), à l'encontre de l'individu pensant (Homo Sapiens). C'est ce modèle régressif que l'on veut imposer.

Dès lors, refuserons-nous cette prétention d'implanter chez tous des...
cals à l'intelligence, des durillons à l'âme ?

Gablou

*ASSOCIATION DES CHÔMEURS
ET PRÉCAIRES DE PARIS*

Le froid tue et le chaud meurt

Le plein emploi,
les postes occupés par les immigrés,
autant de mythes qui cachent
parfaitement le problème du chômage.

Mais que signifient *salaires et travail* aujourd'hui ?

Le plein emploi : monstre du Loch-Ness, mille fois aperçu, jamais vu. Qu'on parle de lui, passe encore, ils sont nombreux ceux qui parlent de choses qui n'existent pas, chacun utilise son temps comme bon lui semble, mais que la situation de centaines de millions de chômeurs repose sur des décisions politiques prises à partir d'une conception économique abracadabrante, voilà qui ne va plus du tout.

Qu'est-ce que le plein-emploi ?

C'est la situation idéale dans un pays où toute la main d'œuvre est au travail, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de chômage. Dans les pays capitalistes, il est évident que cette situation n'a jamais existé, sauf peut-être en période de guerre. Dans les pays "socialistes", on résout le problème du chômage en mettant plusieurs personnes sur le même poste. Ce n'est pas si mal puisque chacun est payé normalement même si faire acte de présence sous les yeux d'un supérieur n'a rien de folichon.

Pourquoi, alors ne pas payer les gens qui n'ont pas de travail et les laisser simplement vaquer à leurs occupations ? Peut-être que c'est plus rassurant de les avoir sous les yeux.

L'explication idéologique c'est qu'il n'y a pas de salaire sans travail, en régime socialiste comme en régime capitaliste. À défaut de travail, il n'y a pas de salaire sans contrôle. Être à présent, ou pointer au chômage, remplir des formulaires donnant des tas d'informations, faire la preuve de sa bonne volonté en acceptant un certain nombre de tracasseries.

Le travail, dans ce cas, consiste à faire des démarches, remplir des formulaires, faire la queue, chercher du boulot ou en créer. Tout doit tourner autour de l'idée de travail, qu'on en ait ou qu'on en cherche, même s'il n'y en a pas.

Qu'est-ce que le travail ?

C'est l'acte de l'homme qui transforme la nature de façon à satisfaire ses besoins (nourriture, vêtements, logement, etc.). C'est beau comme définition. Mais pour un travailleur, c'est faire ce que le patron lui impose que ça lui plaise ou non, en contre-partie d'un salaire qui lui permet de vivre plus ou moins mal. C'est-à-dire qu'un travailleur a le droit de satisfaire un certain nombre de ses besoins lorsqu'il se soumet concrètement tous les jours, à la politique d'un patron ou à la politique économique d'un pays.

Mises à part les revendications salariales et la sécurité dans les entreprises, un travailleur n'est jamais consulté pour savoir ce qu'il doit produire ni pour qui. On est loin de l'homme qui transforme la nature pour satisfaire ses besoins !

Pour les travailleurs donc, comme pour les chômeurs, le salaire est le prix de la soumission à une conception du travail, le travail inventé par les patrons et autres économistes géniaux dont le but est de faire des profits, quittes à créer des besoins nouveaux pour créer de nouvelles usines pour les satisfaire, quittes à empoisonner la planète de déchets toxiques de tous ordres, quittes à saboter des usines quand on produit moins cher ailleurs (Japon, par exemple, ou Hongkong) quittes à laisser trois millions d'humains dans la misère en France et des milliards sur la terre.

Pourquoi alors ramène-t-on tout au travail ?

Parce que le travail (sa forme, sa qualité et son but) est totalement contrôlé, donc tous ceux qui passent par le travail sont contrôlés. Accepter le travail comme il est actuellement, c'est accepter la misère, la crise et par conséquent le chômage (c'est la grande contradiction du moment).

Les chômeurs, quant à eux, se trouvant en dehors du travail, bien qu'à la recherche d'un emploi, bien que contrôlés, sont donc amenés à poser une question : mais si on a pas de travail, comment fait-on pour manger, pour payer le loyer, etc. Et donc à se poser le problème: pourquoi avec l'automation, avec tout ce qu'on produit, n'y a-t-il plus rien dans la marmite ?

À quoi ça sert de transformer la nature pour satisfaire nos besoins si on transforme la nature et qu'on ne satisfait pas nos besoins?

Les chômeurs, de par leur situation, sont amenés à remettre en cause le travail et, globalement, le fonctionnement de la société, à poser la question fondamentale de la redistribution des richesses en fonction de besoins impératifs (nous savons combien il fait froid dehors et combien coûte cher le chauffage).

Pour nous, chômeurs, il devient donc primordial de savoir combattre certaines idées pour ouvrir la porte à des solutions durables sans pour cela négliger les problèmes de vie quotidienne.

Si la solidarité est notre pain quotidien, nous devons casser le discours qui se cache trop souvent derrière celui du chômage comme catastrophe naturelle parcequ'il nous met à la merci d'élan du cur qui n'ont pas toujours de lendemain. Le chômage n'est ni ponctuel, ni involontaire. Le fait qu'il y ait des chômeurs est dû à un choix de société, choix que de nombreuses théories justifient ou cachent. C'est le cas de cette fumeuse théorie du plein-emploi qu'on retrouve sous beaucoup de discours et qui s'oppose à, la reconnaissance du simple droit à l'existence.

Affirmer que le plein emploi est possible, argument électoral éculé, veut dire *Attendez que la crise passe!* Pour les chômeurs, ça veut dire *Faites-nous confiance, laissez-nous faire, crevez la gueule ouverte !*

Toute personne, donc, qui tient un tel discours *d'espoir*, de calme et d'attente dans la perspective du plein emploi est soit un naïf, soit un salaud. Dans les deux cas, nous n'avons rien à faire avec lui (ou elle - note de la claviste).

Il y a deux nouvelles versions qui dé coulent logiquement de cette idée de base du plein-emploi.

La première, dont le but est de culpabiliser celui qui est au chômage. Elle prétend que du travail il y en a toujours eu et qu'il y en a encore. Si le chômeur n'en trouve pas c'est qu'il est con ou fainéant. Hélas, beaucoup d'entre nous le croient plus ou moins, ils sont honteux, ils rasant les murs (gratis), ils refusent de se déclarer chômeurs comme d'autres refusent de se déclarer étrangers ou homosexuels. C'est ramener le chômage à un problème individuel et donc nier l'hypothèse d'une organisation des chômeurs. C'est renforcer l'isolement, c'est cacher derrière un problème de volonté personnelle la transformation nécessaire de la société qu'implique une solution au chômage. C'est aussi ouvrir la porte *aux solutions individuelles*: clochardisation délinquance et quelquefois suicide.

La seconde : le plein-emploi existe mais ce sont les immigrés qui occupent les postes. Vous reconnaissez au passage le discours de l'extrême-droite. Cet argument vicieux nécessiterait une analyse économique précise que nous ne ferons pas aujourd'hui. Relevons tout de même une première contradiction: plaider, d'un côté, pour la liberté totale d'entreprendre (c'est-à-dire la non-intervention de l'État: suppression du maintien des prix à l'agriculture, des primes à la création d'entreprises ou à la reconversion, privatisation de la Sécu, etc.) en promettant de l'autre le plein-emploi est une vaste connerie.

La liberté d'entreprendre, c'est la concurrence sauvage, c'est l'anarchie de la production, ce sont les faillites tous les jours, c'est la chute libre des salaires pour être compétitifs, ce sont les interdictions syndicales. Or être compétitifs sur le marché international, ce sont des salaires à 3,50frs de l'heure à Hongkong ou Formose, qui dit mieux ?

C'est simplement un discours de guerre, habillons les chômeurs d'un uniforme qu'ils aillent casser du communiste ou du sauvage. Trois millions de militaires ce n'est plus trois millions de chômeurs, et chaque tué, c'est un communiste, un sauvage ou un chômeur de moins : C'est tout bénéf ! C'est le schéma classique des guerres mondiales, destruction des usines, villes, syndicats, divisions politiques et bien sûr *solution durable* du problème du chômage, de la surpopulation, de la surproduction.

La seconde contradiction : Il y a aussi un mensonge dans ce type d'arguments, que la gauche ne veut pas dénoncer. La modernisation supprime des emplois. Les immigrés ont permis en *acceptant* de bas salaires de continuer de faire fonctionner en France des usines démodées. Les patrons en les faisant venir ont permis à l'industrie de rester compétitive sans avoir à se mettre à niveau sur le plan technologique (que les immigrés aillent faire soigner leurs accidents ou maladie du travail dans leur pays). Maintenant que la modernisation est obligatoire tant qu'on reste dans l'économie de marché mondiale, il n'y a plus qu'à virer les immigrés. Non pas pour les remplacer mais pour détruire les vieilles usines et donc les postes de travail qu'ils occupent.

La solution anti-immigrés n'est pas une solution. Nous avons vu le faux argument du plein-emploi et le mythe du remplacement de l'immigré par le bon français. Quel est donc le rôle de ce discours?

Envenimer les rapports sociaux, dresser les français contre les immigrés, c'est le rôle du bouc-émissaire, diviser sur des illusions, provoquer des troubles pour justifier le besoin de sécurité, d'ordre, pour régler *militairement* les problèmes sociaux, implanter le racisme pour le manipuler (droite raciste contre gauche antiraciste) et les trois quart de la planète continueront à crever la gueule ouverte, chômeurs compris.

Donner au travail un nouveau sens, un sens illusoire (travail égal défense de la nation, de la race, de la culture, effort de guerre), le salaire perd alors sa valeur de rapport de force avec les patrons ou avec le capital. Il n'est plus *un droit du travailleur*, une redistribution (injuste, bien sûr) des richesses produites. C'est l'idée même de redistribution des richesses qui disparaît. Le salaire, par le biais d'un discours "d'intérêt général" n'est plus qu'une solde permettant aux travailleurs de survivre; une aumône lâchée à regret puisqu'elle serait mieux employée dans "l'intérêt général".

Revendiquer alors un salaire plus élevé est un acte fondamentalement égoïste et irresponsable, un acte subversif qui met en jeu l'existence même de ... la nation, la race, la religion, le redressement économique (remplacez les points de suspension par les mots imposés à coup de matraque par l'idéologie dominante du moment).

Cette tactique du bouc-émissaire doit donc commencer par porter sur une fraction faible de la population autour de laquelle il est facile de faire converger la haine de beaucoup d'autres ou, à défaut, d'être certain de leur indifférence.

En s'aidant de cette haine ou en prenant garde de maintenir l'indifférence, on peut alors donner au pouvoir ou à une partie du pouvoir les moyens et l'habitude d'écraser sous la botte ou la chenille ceux qui gênent la transformation de la société en un régiment disciplinaire et peu payé (l'un ne pouvant aller sans l'autre).

Chômeurs, nous sommes fragiles, nous pouvons être boucs-émissaires (le discours sur *l'assistanat* comme mauvaise méthode qui risque de nous installer dans la paresse ouvre déjà la porte à certaines attaques) et, par peur, nous pouvons être transformés en bourreaux (certains s'y emploient déjà).

Chômeurs contre immigrés : quelle belle bagarre ! Que certains politiciens regarderaient avec délice du haut de leur tribune.

Attention ! Ce serait une lutte fratricide que seul le désespoir peut arriver à provoquer.

Après les immigrés, ce sera le tour des chômeurs, ou des jeunes, ou des syndicats, ou des Juifs, etc... Ces erreurs d'*alliance* avec les démagogues ont toujours été désastreuses dans l'histoire du mouvement ouvrier. Il ne faut laisser passer nulle part ces différents discours.

Il faut les casser sans cesse ? Sur ce point notre retard se creuse...

CASH

Staline, Hitler et Pol Pot l'ont fait...

Jospin le promet, le plein emploi est pour demain...

Le plein emploi de papa, c'était les femmes à l'usine d'armement pendant que les hommes étaient au front, les camps de rééducation par le travail ou les porteurs de lunettes dans les rizières, histoire de leur apprendre ce qu'être productif voulait dire...

Le plein emploi d'aujourd'hui, celui que nous annonce Lionel Jospin pour dans dix ans, c'est tout différent : c'est celui vers lequel tendent les États-Unis avec leurs 4% de chômage et leurs 2% de la population active derrière les barreaux. C'est

celui du glissement progressif vers le workfare dans les social-démocraties européennes, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne... C'est la société rêvée où des millions de working poors misérablement payés à accomplir des tâches inutiles ou nuisibles n'auraient plus l'outrecuidance d'alourdir les chiffres du chômage et, partant, le scintillant bilan gouvernemental de la gauche plurielle.

À l'heure où 87% des embauches sont des contrats à durée déterminée n'ouvrant aucun droit à l'assurance chômage, où le travail intérimaire connaît une expansion sans précédent, où des centaines de milliers de jeunes privés de revenu sont contraints de se vendre à bas prix au premier MacDo venu pour payer leurs études, échapper à leur famille ou en compléter les ressources, le gouvernement Jospin affecte l'exceptionnel excédent budgétaire de 68 milliards de francs à un allègement d'impôts pour les classes moyennes et à une baisse de la TVA pour des secteurs d'activité où la précarité règne en maître (bâtiment, restauration...). De l'augmentation des minima sociaux (chiffrée par le même Jospin à 70 milliards en janvier 1998, coïncidence?), avec lesquels tentent de survivre 6 millions de personnes en France, il ne sera pas question : l'horizon radieux du plein-emploi promis sous décade serait sans conteste assombri si par malheur, chômeurs et travailleurs précaires se trouvaient en position de refuser les CES de vigiles à mi-temps et autres emplois-jeunes à la Cogema dans lesquels on voudrait à toute force les insérer.

Monsieur Jospin, nous n'irons pas dans votre plein-emploi, nous avons bien mieux à faire qu'être embauchés dans votre usine. Nous ne demandons pas qu'on nous trouve une activité, nous n'en manquons pas. Nous voulons conquérir les moyens de développer librement les activités et les formes de coopération productive que nous jugeons belles et nécessaires.

Vous avez su par le passé utiliser des mois de salaire conséquents et délicieusement libres de toute contrainte afin de réaliser vos projets. Lorsque des personnes malveillantes vous l'ont reproché vous leur avez fort justement répondu que vous en aviez *profité pour agir*. Nous aussi, nous agissons et nous produisons tous les jours des choses infiniment plus passionnantes et utiles que de reconstruire le Parti Socialiste en vue de gagner les élections législatives... ou présidentielles. Aujourd'hui, lorsque vous ne voulez à aucun prix relâcher la contrainte salariale qui s'exerce sur la multitude, lorsque vous vous refusez à garantir à chacun des moyens d'existence, comme le réclament les mouvements de chômeurs et de précaires, vous vous posez en défenseur de possédants arqueboutés sur leurs privilèges. Soyez attentif toutefois, ceux que vous dites assistés et à qui vous promettez l'emploi comme une récompense sont tout prêts à mordre la main que vous leur tendez: la violente inégalité sociale que vous cherchez par tous les moyens à maintenir pourrait bien susciter de nouvelles nuits du 4 août. Avec ou sans emploi, revenu garanti au smic pour tous !

Collectif pour
un revenu garanti optimal
21ter rue Voltaire 75011 Paris

LE TIMOR ORIENTAL ET LA...

**"Politique
des droits
de l'homme"**

Rien n'illustre mieux l'hypocrisie
des puissances occidentales
qui ont attaqué la Serbie au nom
de la défense des droits de l'homme
que la tragique histoire du Timor.

L'image généralement répandue est que la "communauté internationale" est passive mais impuissante face au drame qui s'y joue. Mais cela n'est nullement la conclusion qui se dégage d'une analyse historique objective.

Lorsque l'Indonésie a envahi en décembre 1975 cette ex-colonie portugaise, l'ONU est restée impuissante, ce qui lui est d'ailleurs reproché dans d'autres cas, par exemple en Bosnie.

Mais pourquoi était-elle inefficace ?

L'ambassadeur des États-Unis auprès des Nations-Unies à l'époque, Patrick Moynihan, l'explique dans ses mémoires: *Le Département d'État souhaitait que toute mesure que les Nations Unies puisse chercher à mettre en uvre soit totalement inefficace. Cette tâche me fut confiée et je l'ai accomplie non sans un certain succès.* Un peu plus loin, il explique que l'invasion a causé la mort de 10% de la population, presque la proportion de victimes en Union Soviétique pendant la seconde guerre mondiale. Pour la petite histoire, signalons que Moynihan, bien qu'il se vante d'avoir rendu possible un massacre qu'il compare lui-même à ceux d'Hitler, a reçu cette année-là la plus haute distinction de la Ligue Internationale pour les Droits de l'Homme. Il est vrai qu'il avait dénoncé dans ses discours *la gauche totalitaire* ainsi que le régime d'Idi Amin Dada, illustrant ainsi le principe éternel selon lequel les gens qui dénoncent sans aucun risque les crimes des autres sont récompensés et traités en héros tandis que ceux qui dénoncent les crimes commis par leur propre camp sont voués aux insultes et aux calomnies.

D'après l'ambassadeur australien à Djakarta, l'ambassadeur des États-Unis lui aurait dit que les Indonésiens devaient intervenir *efficacement, rapidement et sans utiliser nos équipements.* La fin de cette phrase était un vu pieux, puisque 90% des armes indonésiennes venaient des États-Unis. Ceux-ci prétendent qu'ils ont suspendu les livraisons d'armes à l'Indonésie *en secret.* Apparemment, cet embargo était tellement secret que les Indonésiens eux-mêmes ne s'en sont pas rendu compte: Richard Holbroke, qui a défendu passionnément la cause des Kosovars, était à l'époque assistant au secrétaire d'État chargé du Pacifique et, à ce titre, a offert à quatre reprises, des armes à l'Indonésie pendant la période cruciale de l'invasion. Interrogé au sujet des atrocités, il répondit : *Je veux souligner que je n'ai pas la moindre envie de rentrer dans une controverse sur le nombre de personnes tuées.* C'était le 6 avril 1977 ; le 1er avril de cette année, le ministre des affaires étrangères

d'Indonésie, Adam Malik avait déclaré : *Au total, il y a peut-être eu 50.000 morts, mais qu'est ce que ça peut faire comparé aux 600.000 qui veulent rejoindre l'Indonésie ?* Holbroke a également bien expliqué les motivations américaines: *L'Indonésie est un membre modéré du mouvement des pays non alignés, un important producteur de pétrole [...] et est, bien sûr, important pour les alliés fondamentaux des États-Unis dans la région, le Japon et l'Australie. Nous attachons une grande valeur à nos relations de coopération avec l'Indonésie.* Ces relations s'étaient particulièrement améliorées en 1965, lors du coup d'État qui amena Suharto au pouvoir et qui entraîna la mort d'au moins 500.000 personnes; coup qui fut applaudi à l'époque par la presse américaine comme *une lueur d'espoir en Asie* ou encore comme *les meilleures nouvelles depuis des années pour l'Occident en Asie*. Effectivement, depuis lors, l'Indonésie est devenu un paradis pour les investisseurs occidentaux. Pour revenir au Timor, les massacres ont atteint leur plus haut niveau en 1978, amenant peut-être le chiffre total de morts à 200.000, au moment où des armes étaient livrées ouvertement par l'administration Carter, qui déclarait que les droits de l'homme étaient *l'âme de notre politique étrangère*. En septembre 1978, le ministre des affaires étrangères français de l'époque, de Guiringaud, jeta les bases d'un accord pour la fourniture de matériel militaire à l'Indonésie et, interrogé sur la situation à Timor, se contenta de répondre que la France ne placerait pas l'Indonésie dans une situation embarrassante si la question devait être soulevée aux Nations Unies (Le Monde, 14 septembre 1978). Pendant toute cette période, la presse et la plupart des intellectuels en Occident sont restés totalement silencieux, trop occupés sans doute par la dénonciation des crimes commis au Cambodge qui avaient *l'avantage* d'être dus à nos ennemis plutôt qu'à nos alliés et de permettre de justifier rétrospectivement la politique américaine en Asie du Sud-Est.

Venons-en à la situation actuelle

Lorsque Suharto est devenu un embarras pour les États-Unis (pour diverses raisons, dont son impopularité qui le rendait incapable d'imposer les mesures exigées par le FMI), Mme Albright déclara qu'il devait démissionner ; quelques heures plus tard, Suharto s'enfuyait. Bien sûr on ne peut pas y voir une simple relation de cause à effet, mais on peut quand même se demander si les États-Unis ne pourraient pas, s'ils le voulaient vraiment, utiliser de leur influence en Indonésie pour "libérer" Timor plus facilement qu'ils n'ont "libéré" le Kosovo. Pour ce qui est de l'Angleterre, le *New Labour* a proclamé qu'il suivrait une *politique étrangère éthique* et s'est fermement engagé à *ne pas permettre de vente d'armes à des régimes qui pourraient les utiliser pour l'agression ou la répression*. Ce qui ne l'a pas empêché de délivrer 56 licences d'exportation militaire pour l'Indonésie, essentiellement d'armes légères et à usage contre-insurrectionnel, battant même sur ce terrain les conservateurs. Il est vrai qu'encourager l'industrie d'armement qui est très importante en Grande-Bretagne est tout naturel pour la *nouvelle gauche* dont le

programme politique se ramène essentiellement à un soutien massif de l'État aux industries.

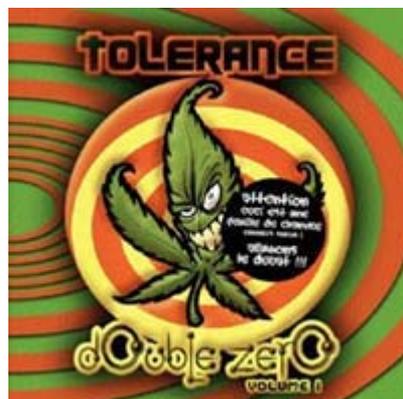
Le contraste est frappant

Le contraste avec l'attitude adoptée dans le cas de la Serbie est frappant. Pour l'Indonésie, nulle provocation comme ce fut le cas à Rambouillet. La Serbie acceptait l'envoi de troupes de l'ONU, l'Indonésie les refuse. Le gouvernement de Tony Blair rejette même l'idée de sanctions économiques qui paraît-il sont "inefficaces". Curieusement, celles-ci sont toujours efficaces contre nos ennemis, Cuba, l'Irak ou la Yougoslavie mais jamais contre nos amis comme l'Afrique du Sud dans le temps, Israël ou l'Indonésie. Il n'y a non plus aucun risque que l'on détruise l'infrastructure civile de l'Indonésie (ce que personne ne demande d'ailleurs), car celle-ci est déjà en grande partie aux mains des occidentaux.

Marx faisait remarquer qu'on ne juge pas plus une époque qu'une personne sur l'idée qu'elle se fait d'elle-même. La plupart des intellectuels, même à gauche et peut-être surtout à gauche, se bercent de l'illusion que la politique occidentale est mue par des motifs "nobles", tels que la défense des droits de l'homme. Et c'est à cause de ces illusions que nombre d'entre eux ont été amenés à soutenir des politiques comme l'agression de l'Otan contre la Yougoslavie. Mais un regard même furtif sur l'histoire, s'il est lucide, montre que ce sont des intérêts économiques et stratégiques cyniques qui déterminent le comportement des grandes puissances. Si l'on veut changer le monde, il faut commencer par le comprendre et pour cela se débarrasser des illusions qui nous ont été léguée par notre éducation, par une lecture sélective de l'histoire et par la capacité qu'ont les médias à concentrer notre attention sur les victimes, par exemple les Kosovars, dont le sort est attribuable à nos ennemis tout en passant sous silence les crimes causés par nos gouvernements ou par leurs alliés.

Jean Bricmont

Professeur à l'Université de Louvain



<http://www.circ-asso.org/>

